

LA COLONISATION DES TERRES NEUVES INTERTROPICALES D'APRES LES TRAVAUX FRANÇAIS

Texte présenté à la Réunion de la Commission des Tropiques Humides
Congrès de l'U.G.I. Juillet-Août 1972

Jean-Pierre RAISON

Géographe à l'ORSTOM

Les pages qui suivent, présentent, nous en sommes conscient, un caractère quelque peu arbitraire. Peut-on valablement isoler de l'ensemble de la recherche mondiale les travaux des seuls géographes français, et tirer de leur examen des conclusions originales et cependant d'intérêt général ? La tâche semblerait plus justifiée si la géographie française occupait en ce domaine une position de leader : elle ne saurait y prétendre ni par le nombre, ni par l'ancienneté de ses œuvres. L'étude des franges pionnières a été d'abord entreprise par des historiens et géographes nord-américains (1), abondamment illustrée par d'autres auteurs, anglo-saxons notamment, avant que ne paraissent les premiers travaux importants des géographes français (2). L'antériorité des études, le nombre des chercheurs font qu'aujourd'hui encore la littérature de langue anglaise prédomine largement sur ce sujet.

Une analyse particulière des travaux français peut toutefois se justifier s'ils présentent, face à d'autres écoles géographiques, une originalité particulière. Nous pensons certes qu'il existe une réelle spécificité de la géographie tropicale française, mieux sentie peut-

être par nos collègues étrangers que par nous-mêmes, renforcée sans doute par un certain éloignement des courants les plus récents de la « géographie nouvelle », marquée aussi par une trop fréquente ignorance (mais n'est-elle pas partagée ?) des travaux publiés à l'étranger. Une comparaison des travaux français et étrangers présenterait donc sans doute un réel intérêt et pourrait aider à surmonter certaines incompréhensions et méconnaissances. Nous n'avons cependant pas osé l'entreprendre de manière systématique, car elle supposait une connaissance des travaux étrangers, et notamment des plus récents, à laquelle nous ne pourrions prétendre ; nous espérons du moins qu'elle se dégagera implicitement, pour le lecteur étranger, de cet essai de présentation des principales tendances de la recherche française sur les « terres neuves ».

L'étude des travaux français ne peut d'autre part permettre un tableau géographique d'ensemble de la colonisation des terres neuves intertropicales, car nous ne disposons pas actuellement, comme il le faudrait, d'un corps de travaux achevés, couvrant une large partie du monde tropical, et menés avec une certaine unité de conception. En fait, les travaux français sont dispersés de manière inégale sur l'ensemble du monde tropical ; leur ampleur et leur nature sont diverses, ils ont été réalisés à des dates variables alors que les phases historiques et économiques retentissent d'une manière particulière sur le monde mouvant des « terres neuves ». Depuis quelques années, la Section de Géographie de l'ORSTOM s'efforce de mener une

(1) On doit citer ici les articles fondamentaux de E.J. TURNER réunis dans « *The Frontier in American History* », New York, Holt, 1953, et l'ouvrage d'I. BOWMAN, « *The Pioneer Fringe* », New York, American Geographical Society, 1931.

(2) Le premier ouvrage essentiel en français sur la colonisation des terres neuves est la thèse de P. MONBEIG, parue en 1952.

recherche articulée sur ce problème, mais ses travaux, qui ne touchent guère que l'Afrique, sont encore inachevés ou n'ont fait l'objet que de publications partielles, dont certaines sont fort peu répandues (1). Notre ambition se bornera donc à présenter un état rapide de la recherche française sur ce thème, à caractériser les principaux types de mouvements de colonisation qu'ils permettent de distinguer, et les situations continentales dans lesquelles ils se déroulent, enfin à tenter d'esquisser les premières conclusions qu'on peut tirer de ces études quant à la valeur et à l'avenir de la colonisation des terres neuves. En exposant ce qui n'est qu'une vue personnelle, éclairée cependant par les travaux de nombreux collègues, loin de conclure un travail nous souhaitons lui donner de nouvelles dimensions et notamment élargir sur ce sujet les échanges entre chercheurs de pays différents, si une certaine convergence de vues peut résulter des débats que nous voudrions provoquer.

I. POSITIONS ET ORIENTATIONS GÉNÉRALES DE LA RECHERCHE FRANÇAISE

La bibliographie que nous avons dressée en entamant notre travail n'a pas été strictement limitée aux écrits des géographes. Nous n'avons pas hésité à y introduire des travaux d'économistes, de sociologues ou d'ethnologues, conçus dans un esprit géographique, ou qui, plus simplement, apportent des réponses claires à des questions que les géographes se posent sans être toujours armés pour y répondre. Nous n'avons par contre pas voulu l'encombrer à l'excès par les très nombreux rapports de sociétés d'études et d'aménagements, touchant les techniques ou les conditions socio-économiques de la mise en valeur des « terres neuves ». Ils peuvent apporter des renseignements statistiques intéressants (quoique parfois discutables dans leur fausse précision), mais on n'y trouvera guère d'instruments d'analyse : le plus souvent, sur une réalité schématisée, ils plaquent le projet d'un développement conçu selon les modèles « occi-

dentaux », pour chercher enfin, sans espoir de réponse, si les réalités « traditionnelles » risquent ou non d'être un frein au modèle de développement proposé. Point de domaine où, plus que sur les terres neuves, ait fleuri ce genre de littérature, car l'espace pionnier semble une page blanche sur laquelle tout peut être écrit, un moule où peut être fondue une société nouvelle, dégagée des contraintes du passé. Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur cette dangereuse utopie. Si l'on peut donc, d'aventure, découvrir dans les études d'aménagement des textes d'un réel intérêt, il faut, pour en juger, une solide connaissance des réalités qui nous manquait dans la plupart des cas.

La répartition géographique des travaux français sur les « terres neuves » n'offre guère de surprises ; elle est marquée par la forte prédominance du continent africain, suivi d'assez loin par les tropiques américains, l'Asie n'ayant fait l'objet que d'un petit nombre d'études. En Afrique, de manière frappante, les travaux se concentrent dans les pays jadis colonisés par la France (2) et plus manifestement sur quelques points : « front des arachides » du Sénégal, forêt ivoirienne, pourtour des massifs montagneux (notamment le pays Kabré et les monts du Mandara), Moyen-Ouest et Ouest de Madagascar. En Asie, même concentration initiale sur l'Indochine, mais certaines études ont été récemment publiées sur l'Inde et la Thaïlande. En Amérique tropicale, par contre, les recherches françaises couvrent une gamme plus variée de pays : Brésil et Argentine, où les recherches françaises ont débuté il y a plusieurs lustres, pays des Andes et de l'Amérique Centrale où elles sont généralement plus récentes. Dans l'ensemble, cependant, il n'est pas douteux que les géographes français tendent encore à s'intéresser à un nombre assez réduit de territoires avec les avantages (densité des études) et les inconvénients (limitation relative des perspectives) qu'une telle situation comporte.

Depuis quelques années, les publications françaises sur la colonisation des terres neuves tendent à se multiplier. Assez tardivement entreprises, elles n'ont réellement trouvé droit de cité dans la recherche française qu'avec les travaux de P. MONBEIG (3) au

(1) Nous avons nous-même souffert de cette situation pour rédiger ce texte. Travaillant à Tananarive, nous n'avons pu disposer de tous les renseignements bibliographiques et de tous les ouvrages nécessaires. Nous remercions vivement tous les auteurs qui ont bien voulu nous fournir documents et renseignements, et nous nous excusons auprès de ceux que, bien involontairement, nous avons ignorés.

(2) La seule exception notable est le Ghana où l'afflux de migrants voltaïques a incité à réaliser une enquête dont seules quelques données générales ont été publiées. Cf. G. LE MOAL, 1960, et J. ROUCH, 1956, 1960.

(3) On notera cependant des développements intéressants, mais secondaires pour l'ensemble de l'ouvrage dans la thèse de P. GOUROU, 1936, touchant la conquête des lais de mer du golfe de Tonkin et la colonisation de certains bassins montagnards.

début des années cinquante (1). Dès lors, plusieurs facteurs ont contribué à un intérêt croissant pour ce sujet, comme au lendemain de la deuxième guerre mondiale (en Afrique du moins), la sensible extension spontanée des cultures commerciales, les projets et les réalisations d'aménagements dans les régions neuves entrepris par des métropoles enfin décidées à investir outre-mer et parfois conscientes de l'apparition d'un problème démographique. En même temps, grâce au CNRS, à l'ORSTOM, à l'IFAN, un plus grand nombre de géographes put se consacrer essentiellement à la recherche, et on les sollicita souvent d'aider à préparer des projets de colonisation agricole organisée. Dans la deuxième moitié des années soixante, les études se sont multipliées en Afrique, quand l'ORSTOM inscrit la colonisation des terres neuves parmi les objectifs de sa recherche géographique. Des géographes purent alors être moins strictement bridés par les nécessités pratiques, considérer le sujet d'une manière plus large, et aussi, grâce à un plus grand recul chronologique, tant en matière de colonisation planifiée que de colonisation spontanée, fonder leurs hypothèses et leurs conclusions sur une vue plus vaste de l'évolution des phénomènes. Peut-être leur sera-t-il ainsi moins difficile de contribuer à une réorientation, qui nous semble nécessaire, de ces opérations de « colonisation ».

Nous avons dit plus haut qu'une part non négligeable des recherches de sciences humaines avaient été, notamment dans les années cinquante, menées avec un souci d'application à court terme (2). Cependant, les centres d'intérêt des géographes français nous semblent assez différents de ceux de leurs collègues étrangers. Sans entrer pour le moment dans le détail d'une classification que nous développerons par la suite, nous nous contenterons ici de distinguer les deux grands types que sont la colonisation spontanée et la colonisation dirigée des terres neuves. Dans le seul cas du continent africain et de Madagascar, 60 % des études françaises que nous avons retenues traitent des mouvements de colonisation spontanée, qui n'intéressent que 26 % des études (connues de nous) menées par des chercheurs d'autres nationalités ; par contre, moins de 29 % des études françaises portent sur des entreprises dirigées, contre près de 73 % pour

les chercheurs étrangers (3). Le contraste est trop marqué pour que nous ne le soulignons pas ; de toute évidence, l'école géographique française, et point seulement sa branche tropicale, se sent mal à l'aise, et parfois un peu réticente, pour analyser les tentatives d'aménagement rationnel de l'espace ; elle en abandonne le contrôle aux praticiens et juge qu'elle a une vocation plus marquée pour l'analyse des rapports plus directs de l'homme et du milieu. A l'inverse, auteurs britanniques et américains semblent parfois presque exclusivement attirés par les expériences de « resettlement » ou de « settlement schemes », même lorsqu'ils pressentent que ces entreprises n'intéressent qu'une faible fraction des paysans pionniers (4). Il faudrait longuement discuter des origines de cette divergence, due sans doute pour partie aux orientations différentes des écoles géographiques, mais aussi à des faits plus contingents, comme les conditions de travail des chercheurs. Sans doute les géographes français ont-ils tenté d'étudier les phénomènes les plus massifs, tandis que les chercheurs anglo-saxons ont apporté une contribution remarquable à l'analyse et à la critique d'entreprises techniques trop ambitieuses et donc irréalistes (5). En définitive, c'est à une combinaison des deux approches qu'il faut tendre afin de pouvoir notamment considérer les rapports possibles, et sans doute essentiels, entre ces deux modes d'occupation de l'espace.

II. NATURE ET MODALITÉS DE LA COLONISATION DES TERRES NEUVES

Sans doute avons-nous mis la charrue avant les bœufs en parlant de la recherche française sur la colonisation des terres neuves sans avoir défini son objet,

(3) Le contraste est sans doute plus marqué en fait, car nous pensons ignorer beaucoup de travaux anglo-saxons de « géographie appliquée », alors qu'il nous était plus facile de connaître les travaux français équivalents.

(4) B.H. FARMER l'a bien senti dans son étude sur Ceylan (*Pioneer peasant colonization in Ceylon. A study in Asian agrarian problems*. London, New York, Toronto, O.U.P. 1957), mais il s'est pratiquement confiné à l'étude de la colonisation organisée. Conscient de l'importance du phénomène de colonisation spontanée, P.A. KRINKS s'est récemment attaché à l'étudier à Mindanao, dans une île où pratiquement seuls les périmètres officiels avaient jusqu'alors attiré l'attention. (*Peasant colonization in Mindanao, The Philippines*. Australian National University. Canberra. 1970).

(5) Un modèle du genre nous est offert par l'ouvrage de K.D.S. BALDWIN : *The Niger Agricultural Project*. Oxford, Blackwell, 1957.

(1) P. MONBEIG, 1952.

(2) Ainsi, à Madagascar, la quasi-totalité des projets d'aménagements furent précédés d'enquêtes de sciences humaines, dont les conclusions ne furent d'ailleurs pratiquement pas suivies. On citera pour le delta du Mangoky, R. BATTISTINI et S. FRÈRE, 1958 ; P. OTTINO, 1963, et J.P. TROUCHAUD, 1965 ; pour la région de la Sakay, en Moyen-Ouest, H. LAVONDÈS et P. OTTINO, 1961 ; pour le lac Alaotra, P. OTTINO, 1965.

en distinguant sans les définir encore colonisation spontanée et colonisation dirigée. Nous avons cru devoir le faire pour situer d'abord la valeur et les limites de notre analyse, mais il convient maintenant, à partir des documents dont nous disposons, de préciser les traits généraux et la variété de la colonisation des terres neuves.

Les problèmes de définition n'ont généralement guère retenu l'attention des géographes français : nous ne nous y attarderons pas trop et renverrons, pour de plus longues discussions, à un texte que nous avons publié il y a quelques années (1).

La « terre neuve » n'est pas nécessairement, comme on le pense d'abord, elle est même loin d'être souvent une « terre vierge ». Comment d'ailleurs définir, sinon abstraitement une terre vierge ? Comment pourrait-on la cerner sur la carte ? Il importe peu en définitive qu'elle ait été ou non cultivée, si elle a été du moins rénovée par un long abandon. On pourrait longuement, et sans doute en vain, se demander dans quelle mesure la fertilité de la terre attire le pionnier. On sait depuis longtemps combien est relative la notion de fertilité, qui varie selon les modes d'utilisation du sol ; on sait aussi comme est fragile la fertilité des sols tropicaux les plus couramment mis en valeur, qui tient en général moins à leurs qualités propres qu'à des réserves d'humus rapidement détruites. La fertilité du sol est donc non seulement relative mais temporaire, et le pionnier ne l'ignore pas. Il est certain qu'il recherchera de préférence les sols les plus adéquats pour le mode de culture logique d'une région sous-peuplée, c'est-à-dire une culture extensive, mais il lui faut avant tout disposer de vastes espaces libres, ou du moins très lâchement contrôlés. Faits physiques et données humaines, quoique parfois contradictoires, concourent donc le plus souvent à une préférence pour les régions forestières, dont la végétation est gage de fertilité, et qui n'ont pu d'autre part intéresser les éleveurs. Au Brésil, comme dans la zone guinéenne d'Afrique, l'arbre attire le défricheur planteur de caféiers, mais on voit aussi s'installer en forêt ceux dont les cultures s'accommodent moins bien d'un sol forestier (2).

Plus que la fertilité, le vide humain caractérise la terre neuve. Encore ce vide, tout relatif, ne doit-il pas faire illusion. Vide ne signifie pas vacance : s'il est des régions presque dépourvues d'hommes, ce

ne sont pas toujours celles qui attirent le plus l'immigrant pionnier et rares sont dans le monde tropical les espaces sur lesquels ne porte aucune espèce de droit d'usage. Il est vain de vouloir définir juridiquement les terres neuves : leur occupation est presque toujours le résultat d'une rupture dans les rapports de forces. La « terre neuve » est occupée par les représentants d'une civilisation qui nie aux précédents occupants sinon le droit à l'existence (encore cela s'est-il produit), du moins le droit au contrôle de l'espace (3), et le silence absolu qui règne sur le passé de maintes terres qui ne furent pas sans histoire est hautement significatif. Le plus typique de ces phénomènes de « colonisation », et celui qui retint le premier l'attention, est ainsi l'irruption des Européens dans le monde tropical, et leur volonté de dominer des espaces nouveaux, tout en s'adaptant aux réalités d'aujourd'hui, n'a pas totalement disparu. Cette attitude conquérante qui traduit un certain rapport de forces n'est pas le privilège de la seule race blanche : il est manifeste qu'en Afrique les progrès de la colonisation agricole dans la zone soudano-sahélienne résultent largement de la fin de la prédominance politique des peuples pasteurs (4) ; plus clairement encore en Asie les peuples des grandes plaines, avec leurs civilisations évoluées et leur forte capacité d'organisation, n'ont guère de respect pour les sociétés montagnardes des régions intérieures, considérées comme primitives (5). On pourrait, à la limite, formuler une loi simple : l'ampleur des terres neuves disponibles, la capacité de disposer de ces terres, sont fonction de l'écart technologique, politique, économique entre les « autochtones » et les immigrants.

Lorsque cet écart est assez mince, la colonisation des terres neuves prend un tour ambigu, et peut ne plus guère se percevoir. Ceci semble particulièrement flagrant sur le continent africain. Même lorsque s'y affrontent agriculteurs et pasteurs, il est rare que cette rencontre prenne le tour d'une lutte à mort entre deux civilisations. Si l'éleveur est souvent contraint au repli vers des régions de plus en plus déshéritées, la frange pionnière peut connaître des équilibres plus subtils : il arrive, comme l'a montré G. ROCHETEAU au Sénégal,

(1) J.-P. RAISON, 1968.

(2) C'est le cas de l'arachide, qui s'accommode mal d'un taux d'humus élevé, si bien que, sur les sols forestiers du Sénégal, elle est généralement précédée par des cultures de céréales. Cf. P. PÉLISSIER, 1966.

(3) Nous ne dirons pas le droit à la possession du sol (bien que ce soit fréquemment le cas), car ce concept est ambigu, et, en Afrique du moins, les premiers occupants gardent souvent des droits éminents, religieux surtout, sur la terre.

(4) Cf. J. GALLAIS, 1972.

(5) R. BLANADET, 1968, note qu'à Pailin, au Cambodge, les Khmers Lœu de la montagne font encore l'objet d'une véritable traite. La situation des Indiens du Brésil n'a pas été, et n'est toujours pas, plus enviable, au contraire.

que l'éleveur, faute de pouvoir l'endiguer, contrôle le mouvement d'immigration (1) ou qu'il s'adapte à la vie agricole en lui conservant des rythmes et des équilibres particuliers (2).

Mais même lorsqu'elle met en rapport des groupes d'agriculteurs d'inégale force, l'occupation des terres nouvelles offre des règles bien plus complexes, bien moins conformes aux schémas simples couramment admis. Le colon africain considère très rarement la terre neuve comme libre de tout droit ou de toute règle : la primauté du premier occupant reste reconnue et, si elle se traduit le plus souvent en termes religieux surtout, elle n'en est pas moins significative. Quelle que soit leur prédominance numérique, les nouveaux venus reconnaissent souvent aux autochtones le statut de « maîtres de la terre » (3). Lorsque le peuplement est provoqué par l'expansion des cultures commerciales pérennes, comme en Côte d'Ivoire, le système de vente et de libre disposition des terres est loin d'être parfaitement établi (4) et, lors même qu'il l'est, il ne fait que confirmer l'existence de solides droits antérieurs sur la terre. Il n'est cependant pas indifférent de savoir quel est l'état d'évolution du système foncier : dans un mode traditionnel de tenure, une certaine instabilité foncière combine ses effets à la soif de terre, à la rentabilité supérieure de la culture extensive pour favoriser celle-ci, lorsqu'au contraire la terre a acquis un prix marchand une certaine intensification peut se produire plus rapidement.

On conçoit donc que, sur des terres même faiblement peuplées, les attitudes, la politique des premières populations établies aient une influence non négligeable sur le mode de mise en valeur, comme sur le type de société qui résulte de l'immigration. Point n'est donc besoin d'une très forte densité pour que la notion de terre vacante s'efface : certes, nombreux sont sous les tropiques, même peuplés, les espaces qui attendent l'agriculteur, mais s'ils ne sont occupés par des sociétés violemment conquérantes, ils ne pourront

accueillir que des immigrants qui acceptent au moins d'entrer en jeu avec les groupes sociaux précédemment établis. Pourra-t-on encore parler de « colonisation des terres neuves » ?

On ne peut, croyons-nous, employer ce terme que si des espaces nouveaux sont occupés par des groupes d'immigrants assez importants et suffisamment puissants pour établir un nouveau mode d'organisation de l'espace et aussi une société nouvelle, caractérisée par ses techniques d'utilisation du sol, comme par ses rapports sociaux. Il est difficile de définir le degré d'originalité de la société des « terres neuves » ; il faut surtout se garder de voir systématiquement dans l'immigrant un « pionnier » au sens nord-américain du terme, un homme à l'esprit aventureux, libéré par l'émigration de ses attaches avec un pays natal dont il a secoué la terre de ses souliers. Si l'immigrant devait être un tel pionnier, l'objet de notre étude se réduirait, telle une peau de chagrin. Il n'est pas douteux qu'en Amérique de vrais pionniers existent en grand nombre ; nous hésiterons à nous prononcer sur le cas de l'Asie, faute d'un nombre suffisant d'études ; par contre, il est patent qu'en Afrique l'immigrant des terres neuves répond bien rarement à la définition classique du pionnier. On pourrait particulièrement hésiter à parler de colonisation de terres neuves lorsque des fractions entières d'un groupe se déplacent, en poursuivant un processus de migration archaïque (5). L'émigration ne modifie pas sensiblement leur activité agricole, elle influe par contre sur leur système social ; tout en gardant leurs règles foncières propres les groupes immigrés doivent en fait souvent recourir à l'arbitrage des chefs « autochtones » ; n'entretenant plus avec le sol les mêmes rapports marqués par le sacré, il leur faudrait trouver de nouvelles règles de conduite (6) ; ainsi apparaissent des failles dans la société des immigrés, failles dont certains pourraient profiter pour asseoir une nouvelle position sociale, si les conditions économiques, en particulier, y étaient favorables.

Lorsque, au lieu de groupes cohérents, ce sont des individus ou de petites fractions qui se déplacent vers des terres neuves, il est rare qu'ils opèrent d'emblée avec leur pays une rupture sociale totale. Il est difficile,

(1) G. ROCHETEAU, 1970, décrit fort bien la stratégie d'un chef peul des terres neuves sénégalaises, limitant l'extension des grandes exploitations en faisant appel à de petits colons qu'il choisit et dont il contrôle l'implantation.

(2) C'est par exemple le cas des anciens esclaves des tribus pastorales en Afrique de l'Ouest.

(3) Dans le Yatenga, Haute Volta, les tengasoba, chefs de terre, sont souvent encore d'anciens occupants, Foulse ou Nionianse (F. IZARD-HÉRITIER et M. IZARD, 1959).

(4) Cette situation foncière ambiguë est fort bien exposée par M. DUPIRE, 1960, et H. RAULIN, 1957, dans les années qui précèdent l'indépendance et confirmée par des travaux plus récents comme celui d'A. SCHWARZ, 1970.

(5) C'est le cas des tribus lobi et dagari étudiées par G. SAVONNET en Haute Volta et en Côte d'Ivoire, 1962, 1970.

(6) A. Pina, Haute Volta, G. SAVONNET, 1970, montre que l'autorité foncière des chefs dagari est fragile, car seulement déléguée par les premiers occupants, les Sissala. L'organisation régulière des exploitations dans le terroir, en longues lanières parallèles, est troublée par les appétits fonciers de certains et les Dagari doivent parfois solliciter l'arbitrage des Sissala.

déjà, d'assurer que leur départ est définitif, car ceci n'est pas la règle : beaucoup émigrent dans l'espoir de faire fortune, pour constituer à leur famille un patrimoine foncier que de plus jeunes occuperont après eux. La réussite économique n'est pas nécessairement un facteur de fixation : ainsi parmi les Baoulé émigrés, ce sont les plus riches qui reviennent le plus volontiers faire montre de leur réussite (1). Pour tous, les relations avec le pays restent étroites, fondamentales pour l'équilibre de leur vie jusque dans ses aspects biologiques : encore aujourd'hui des interdits prohibent aux Baoulé les rapports sexuels dans les hameaux pionniers (2) ; les Mossi émigrés à l'Office du Niger, qui avaient pourtant des chefs désignés par les autorités traditionnelles, ne peuvent marier leurs enfants sans l'autorisation des chefs de lignée (*budukasma*) du pays natal, et les deux tiers de leurs filles se marient en pays mossi (3). Ces liens vivaces sont d'ailleurs souvent nécessaires à la conduite des exploitations de terres neuves : ils permettent notamment de disposer d'une main d'œuvre familiale ou du moins de même ethnie, souvent moins payée et plus sûre que les étrangers, pour les pointes saisonnières de travail (4). L'argent gagné, enfin, peut être renvoyé au pays natal : sans en faire une règle, on peut même se demander si ce ne sont pas les émigrés les plus franchement insérés dans l'économie marchande qui y investissent le plus volontiers (de manière somptuaire) (5). L'étroitesse de ces liens n'empêche évidemment pas l'évolution : modification des techniques, dans un sens très généralement plus extensif, rupture sociale et altération des rapports avec la terre, voire rupture religieuse, favorable à des expériences nouvelles (la majorité des colons mossi de l'Office du Niger a embrassé l'Islam (6)). Selon des modalités diverses, tout mouvement provoque une possibilité de changement et d'émergence de groupes ou d'individus.

Le changement n'est cependant pas nécessairement positif et rien ne serait plus faux que de toujours considérer les « terres neuves » comme des pays de plus grande liberté que les régions de départ : la ser-

vitute peut être sensiblement comparable (7), ou prendre des formes nouvelles et les régions d'immigration peuvent être des lieux où se renforcent contrastes sociaux et oppression. La terre neuve peut être celle où la domination foncière de quelques-uns est la plus forte : si ceci n'apparaît pas très clairement en Afrique (8), c'est chose patente en maintes régions d'Asie, de Madagascar ou d'Amérique, où les pseudo-pionniers sont réduits à un métayage parfois sensiblement plus dur qu'au pays (9). Contraintes d'un autre style que celles qu'imposent Etats ou Sociétés d'Aménagements qui emploient les immigrants à façonner les espaces neufs selon leurs vues ; on est bien loin de la libre entreprise dans ces organismes où le détail de l'activité des exploitants est prévu et imposé. La masse des nouveaux arrivés s'y trouve dans un statut d'égalité dans la soumission aux organisateurs des projets, qui donnent une nouvelle forme à la dynamique colonisatrice des pays développés.

Le mouvement de colonisation des terres neuves semble donc, selon des modalités diverses, devoir combiner deux faits : le mouvement d'individus ou de groupes vers des terres moins densément peuplées que celles qu'ils quittent, et l'apparition de nouveaux types de travail, de nouvelles formes d'organisation sociale, ou de fissures très sensibles dans les anciens systèmes sociaux. La colonisation des terres neuves n'est pas, dans le monde tropical d'aujourd'hui, la création « ex nihilo » de sociétés agricoles nouvelles ; elle est l'un des moyens privilégiés d'une rupture qui, bien souvent, ne se consomme que progressivement. Cette rupture est plus importante que les mouvements de population en eux-mêmes qui, dans maintes régions tropicales, ne sont pas des faits nouveaux.

Cette définition générale doit être nuancée de diverses manières, selon la variété des mouvements de colonisation. Les pages qui précèdent ont laissé pressentir l'existence d'une gamme fine de types de migra-

(1) P. et M. ETIENNE, 1968, et République de Côte d'Ivoire, tome I.

(2) République de Côte d'Ivoire, 1962-1964.

(3) J.Y. MARCHAL, 1971.

(4) P. ETIENNE, 1971, indique que pour les Baoulé, une campagne de « six mois » chez des planteurs étrangers rapporte 20 à 50 000 F CFA contre seulement 8 à 12 000 pour le même travail chez des Baoulé émigrés.

(5) P. et M. ETIENNE, 1968.

(6) J.Y. MARCHAL, 1971.

(7) O. DOLLFUS, 1965, estime qu'on « ne peut comprendre les problèmes sociaux de la vallée de la Convencion, dans la Ceja de Montana du Cuzco, si l'on ne connaît pas ceux des Andes du Sud dont ils sont la transposition dans un milieu géographique différent » (p. 240).

(8) On évoque pourtant souvent la soumission des Mourid à leurs marabouts sur les terres neuves du Sénégal oriental. En fait, G. ROCHETEAU, 1970, estime que la situation des chefs de foyers sur les concessions maraboutiques est sensiblement la même que celle de leurs homologues dans les concessions ordinaires.

(9) Dans les Hautes Terres peuplées de Madagascar, le métayer donne en général un tiers de sa production de riz au propriétaire ; il en doit plus souvent la moitié dans l'Ouest, région d'immigration.

tions : reste à la préciser quelque peu avant de voir comment elles se répartissent dans les différents continents tropicaux.

Il est classique d'opposer à une colonisation agricole spontanée des espaces vides les formes plus ordonnées des migrations organisées. L'opposition va de soi, mais on en a si bien fait une règle qu'on traite trop souvent de ces deux types comme de deux phénomènes totalement distincts, en négligeant volontiers l'un au profit de l'autre, et en manquant le plus souvent d'analyser les liaisons, plus fréquentes qu'on ne croit, qui s'établissent entre eux. Force nous est cependant de les distinguer avant que de les mettre en rapport.

Même dans les études françaises, qui leur ont pourtant accordé une place particulière, les mouvements de colonisation spontanée restent encore fort imprécisément connus. Tout porte à penser qu'ils mettent, de loin, en mouvement les effectifs les plus importants, mais, sauf exceptions locales, aucune étude ne permet d'en fixer correctement l'ampleur ; économiquement, ils sont sans doute tout aussi primordiaux, d'autant qu'ils ne coûtent guère aux finances publiques, mais l'attention comme les crédits s'attachent de préférence aux entreprises organisées rigides, plus souvent échecs retentissants qu'honorables réussites. Scientifiquement, ces mouvements spontanés défient sinon l'analyse, du moins le classement, par l'extrême diversité des combinaisons entre régions de départ et zones d'accueil. Faute de pouvoir cataloguer, on se contentera de dégager quelques traits essentiels.

Le contraste le plus apparent parmi ces mouvements semble résider dans les causes qui les déclenchent : on oppose volontiers l'émigration par répulsion, justifiée par une situation de crise dans les régions de départ (liée au surpeuplement ou à l'évolution socio-politique) et l'émigration par attraction, provoquée par l'attrait d'autres régions plus fertiles, le désir de cultiver d'autres plantes, de participer à l'économie marchande. Le premier type de mouvements paraît archaïque, car lié à une répartition irrationnelle du peuplement, le deuxième passe pour une conséquence moderne de l'introduction de l'économie d'échange. Cette distinction, fondée, est toutefois imparfaite. Sans doute existe-t-il des régions surpeuplées mais on sait ce que ce terme a de relatif et jusqu'où l'évolution autonome des techniques agricoles peut permettre de porter les densités même dans des milieux assez ingrats (1) ; le surpeuplement

peut être plus réel dans des régions médiocrement peuplées, où, pour des raisons obscures, les techniques de production n'évoluent pas (2). Enfin et surtout, le surpeuplement, assez rare lorsque le seul désir des paysans est de satisfaire à leurs besoins vitaux, devient beaucoup plus fréquent et durement ressenti lorsque les influences extérieures font apparaître de nouveaux besoins et incitent à la commercialisation des récoltes. Le pays sérér du Sénégal, avec des densités qui approchent 100, ne serait sans doute guère surpeuplé si les besoins d'argent, et donc l'introduction de l'arachide, n'y avaient amenuisé les jachères jusqu'à les faire parfois disparaître (3) ; les montagnards du Nord Cameroun (4) ou du pays Kabré (5) ne se sentent eux aussi trop nombreux que parce qu'ils ont besoin d'argent. On peut, au risque de paraître chercher le paradoxe, se demander si les mouvements répulsifs, liés au surpeuplement, ne sont pas en fait plus récents, et artificiellement provoqués, que d'autres qui, nés des besoins propres des sociétés rurales, n'ont pas pour cause une véritable « faim de terres ».

Beaucoup de mouvements anciens relèvent en effet d'autre causes que de la pression démographique : un des cas les plus typiques est sans doute celui des Fang du Gabon (6) qui, peu nombreux, disposaient de vastes espaces forestiers, mais qui ont tenté une percée jusqu'à l'océan pour participer directement au commerce de traite. Il en va de même pour des groupes plus nombreux, mais encore très au large, comme les Agni du sud-est de la Côte d'Ivoire, dont les établissements s'étendirent vers le nord le long de la route des caravanes, en direction du Soudan (7). Les voisins des Agni, les Baoulé, s'établirent à leurs dépens vers Dimbokro et au sud dans la région de Toumodi, non point tant par manque de terres que pour contrôler les gisements aurifères dont la production était essentielle à leur vie sociale (8).

(2) Ainsi en est-il des Lobi du Sud, selon G. SAVONNET, 1962, qui épuisent un sol pourtant fertile avec une extrême rapidité.

(3) A Sob, en pays sérér (Sénégal), dans une région où la densité est de 90 à 100 au km², l'introduction de l'arachide a provoqué une extension des superficies cultivées, et la rotation biennale, faisant alterner mil et arachide sans jachère, couvre aujourd'hui 50 % du terroir : en conséquence 10 % des terres sont épuisées et ne portent plus qu'une récolte (d'arachide uniquement) tous les deux ans. Selon A. LERICOLLAIS : « La détérioration d'un terroir : Sob en pays sérér » (Sénégal). *Etudes rurales*, 37-38-39, 1970, p. 113-118.

(4) J. BOUTRAIS, 1970.

(5) B. LUCIEN-BRUN, 1967.

(6) G. BALANDIER, 1963 et G. SAUTTER, 1966.

(7) G. ROUGERIE, 1957.

(8) République de Côte d'Ivoire, 1962-1964, tome I.

(1) Dans les Monts du Mandara, au Nord Cameroun, le massif Podoko portait une densité de 204 au kilomètre carré, selon A. HALLAIRE, 1965.

Est-ce la pression démographique qui, au début du XIX^e siècle, incita les Merina de Madagascar à coloniser peu à peu les franges septentrionales et occidentales de leur territoire ? Tout porte à penser qu'il n'en fut d'abord rien. Tandis que des colons partaient vers le Nord et l'Ouest, la densité de population de l'Imerina se maintenait à un niveau élevé, d'ailleurs nécessaire du contrôle technique du milieu, grâce à l'arrivée d'esclaves du Sud et du Sud-Ouest (1). La colonisation de terres neuves devait assurer la sécurité aux limites du royaume et sur les voies commerciales, et permettre de multiplier les troupeaux de bœufs, dont l'utilité, d'abord essentiellement sociale, devint, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, plus délibérément commerciale (2).

Les pays tropicaux ayant vécu jusqu'à date récente dans un état de stagnation démographique, et n'ayant en général que des densités médiocres, la colonisation des terres neuves n'a pu être de nécessité absolue que dans des régions particulièrement déshéritées et pour des groupes dont l'agriculture était spécialement destructrice ; mais elle était alors simple mobilité. Dans la grande majorité des cas, ces motivations ont été sociales et politiques : assurer au groupe les ressources (souvent non alimentaires) dont il avait besoin pour fonctionner, ou asseoir son assise territoriale. La véritable colonisation de terres neuves devait donc être le fait de groupes à la solide organisation politique, spécialement aptes à contrôler des espaces plus vastes ; elle ne cherchait que rarement à produire de nouveaux biens agricoles, dont le besoin ne se faisait guère sentir et qui ne pouvaient que difficilement être vendus.

Sous cet angle, les mouvements anciens s'opposent fortement aux formes nouvelles d'expansion spatiale, qui ont plus généralement pour but avoué la production de biens nouveaux, souvent exportables et en tout cas commercialisés. Les plus typiques de ces mouvements sont en effet les « booms » de certaines productions comme le café au Brésil (3) ou en Côte d'Ivoire, le cacao au Ghana, l'arachide au Sénégal (4). Ces buts clairement commerciaux déterminent largement le mode d'occupation du sol : celle-ci devient d'une certaine manière plus spontanée, car elle n'est

plus guère l'effet d'une politique concertée ; mais elle doit d'autre part se modeler davantage selon de nouvelles contraintes écologiques (il convient de choisir certains types de sols convenant à certaines cultures) ou économiques (mieux vaut se placer en fonction des voies de communication et des points de commercialisation (5)). Est-ce à dire que ce type de mouvements, qui fait plus largement appel à l'initiative individuelle, aboutit à un brassage d'ethnies ou de nationalités tel qu'il fasse des terres neuves le creuset de sociétés nouvelles ? Le croire serait simplifier abusivement. Certes, on recherche aujourd'hui dans les terres neuves non seulement un espace vacant, mais un véritable « environnement » social et économique favorable à l'initiative (6), et les « colons », lorsque les conditions commerciales sont favorables, sont, plutôt que des hommes chassés par la misère, des paysans capables d'investir sur leurs nouvelles exploitations (7). Mais ce ne sont pas pour autant des individus isolés : partout, ils tendent à se concentrer par groupes de même origine, soit en raison du rôle que jouent les premiers arrivés (8), soit parce que les conditions d'acquisition de la terre incitent à se grouper (9). Dans des conditions particulièrement favorables (c'est le cas des Wolof au Sénégal (10)), lorsque de vastes espaces vides jouxtent le territoire d'ethnies aux fortes capacités d'expansion, cette occupation provoque la création d'une zone de colonisation homogène, dont l'organisation s'inspire très

(5) Ceci est parfaitement illustré par P. MONBEIG dans son travail sur les pionniers de São Paulo, 1952.

(6) Ainsi que l'écrit P. ETIENNE (1962-1964, p. 62), les Baoulé vont chercher à l'extérieur, « non pas la forêt, non pas les conditions naturelles des cultures marchandes mais un contexte social, politique, économique et psychologique favorable à de telles entreprises ».

(7) Selon G. ROCHETEAU, 1970, les immigrants mourid des villages qu'il a étudiés étaient déjà à peu près totalement équipés en matière agricole (semer, houe mécanique, charrette) avant de venir sur les terres neuves. Il ajoute même : « les chefs de concessions ne voient aujourd'hui, dans la plupart des cas, aucun intérêt à émigrer dans les terres neuves s'ils ne sont pas en mesure de s'assurer au départ un équipement relativement important » (p. 32).

(8) P. PÉLISSIER, 1966, souligne le rôle des premiers arrivés, d'origines diverses, dans la constitution des villages pionniers entre Saloum et Gambie. De même J.P. DUBOIS, 1971, étudiant des pionniers sérér, montre comment un essai peu fructueux de colonisation organisée a influé, quelques décennies plus tard, sur les migrations spontanées, en constituant de premiers points d'établissement.

(9) Il en est ainsi au Brésil notamment (cf. P. MONBEIG, 1952, J. ROCHE, 1959).

(10) Cf. P. PÉLISSIER, 1966, J. ROCH, 1968, G. ROCHETEAU, 1971.

(1) Cf. J.P. RAISON : « Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne », in *Mélanges de Géographie tropicale offerts au Professeur P. GOUROU*. Paris. La Haye. Mouton. 1972. pp. 407-425.

(2) J.P. RAISON, 1972.

(3) P. MONBEIG, 1952.

(4) P. PÉLISSIER, 1966.

largement des modèles antérieurs, et dont les rapports avec le pays d'origine sont particulièrement étroits et complexes.

La capacité des groupes à organiser l'espace reste donc, même dans les formes modernes d'expansion, un des facteurs essentiels de la colonisation des terres neuves. On ne peut donc esquiver totalement un problème particulièrement irritant : pourquoi existe-t-il des « ethnies » pionnières ou des « nations » pionnières ? Les causes qu'on attribue à ce fait relèvent plus souvent de la science-fiction que d'une véritable analyse, à tel point qu'on a pu souvent douter de la réalité du fait lui-même. P. GOUROU (1) insiste souvent, à juste titre, sur la capacité des groupes à organiser l'espace, qui caractérise certaines civilisations ; mais, outre que le concept d'organisation de l'espace n'est pas de définition facile, il reste à expliquer comment pour certains groupes et non pour d'autres l'organisation de l'espace se lie à l'expansion. Critères d'origine raciale, approches psychologiques, analyses sociologiques semblent soit dénués de valeur scientifique, soit maniés de façon contradictoire, au gré des faits et des idéologies : une ethnie est-elle pionnière parce qu'elle laisse large place à l'initiative individuelle (2), parce qu'elle présente une forte cohérence sociale (3) ou parce qu'elle est en état de crise socio-politique (4) ? Ces faits n'expliquent rien au fond, puisque, tout opposés qu'ils sont, chacun peut servir à justifier l'émigration. Dans une approche anthropologique plus saine, sans doute faudra-t-il souligner que les ethnies pionnières doivent parvenir à combiner cohésion sociale et mobilité spatiale, par un système politique et sans doute, à la base, par un système de parenté ferme et souple à la fois (5). On ne saurait cependant tout expliquer par les structures de nécessités vitales. Des groupes organisés de manière fort comparable peuvent avoir des attitudes très variées à l'égard de l'émigration. Peu de choses, au départ, devaient différencier Wolof et Sérér du Sénégal ;

les premiers peuplent les terres neuves arachidières, les seconds répugnent à quitter leurs terroirs frappés d'un surpeuplement relatif. En définitive, une des explications les moins hasardeuses qu'on puisse fournir de cette divergence semble être d'ordre physique : le pays sérér permet la cohabitation de l'agriculture et de l'élevage, donc une intensification de l'agriculture impossible en pays wolof (6).

Les formes d'utilisation du milieu physique ne jouent pas seulement comme facteurs éventuels d'émigration ; formes originelles de groupement et systèmes de culture des milieux de départ, comme la nature et les dimensions des zones d'immigration déterminent largement les modalités de la colonisation agricole. Envisager toutes les combinaisons possibles reviendrait à esquisser une géographie régionale du monde tropical ; on devra donc se contenter de quelques principes.

La répartition actuelle du peuplement dans les pays tropicaux est, on le sait depuis longtemps, extrêmement contrastée. Elle s'explique parfois simplement par les types de civilisations agricoles et les potentialités des milieux ; elle est plus souvent un compromis entre ces facteurs relativement objectifs et des contingences historiques ; elle est parfois, mais plus rarement qu'on ne le pense, d'une certaine absurdité.

Les concentrations humaines les plus fortes sont souvent en rapport avec des sites bien définis, formant en quelque sorte des îlots écologiques : ce peuvent être des lieux propices à certains systèmes de culture, comme les plaines rizicoles d'Asie, ou des milieux salubres, au climat favorable à l'agriculture pluviale comme certains massifs d'Afrique orientale ou d'Amérique ; il peut s'agir aussi, dans les vallées comme sur les hauteurs, d'îlots-refuges où les hommes n'ont d'abord cherché que protection, quitte à y développer ensuite une agriculture intensive (7). Ces îlots écologiques, qui ont concentré le peuplement, et peuvent ainsi alimenter l'émigration vers des terres nouvelles, ont une telle originalité que leur abandon suppose un double dépaysement : il oblige à s'adapter à la fois

(1) P. GOUROU, notamment 1971.

(2) C'est en partie l'opinion de L. MOLET, 1959 ; du moins la souplesse de la société tsimihety ne contrecarre-t-elle pas l'action des individus.

(3) La cohésion sociale apportée par l'Islam mourid a souvent été présentée comme un des facteurs essentiels de l'expansion wolof (P. PÉLISSIER, 1966).

(4) Ce semble être pour une bonne part le cas des Guiziga du Nord Cameroun selon G. PONTIÉ, 1970.

(5) On notera sur ce point, en regrettant de n'avoir pas de travail équivalent en français, le haut intérêt du livre de M. BLOCH *Placing the Dead*, Londres, Seminar Press 1971, qui étudie les rapports entre émigration et évolution de la société merina.

(6) Pour une analyse comparative de ces deux groupes à partir du travail de P. PÉLISSIER, 1966, voir J.P. RAISON, 1968.

(7) Un cas de vallée refuge, l'Ouémé, au Dahomey, est présenté par P. PÉLISSIER, 1962-1963. La littérature géographique française sur les montagnards réfugiés est abondante (voir en particulier J. BOUTRAIS, 1970, H. ENJALBERT, 1956, J.C. FROELICH, 1968, A. HALLAIRE, 1965, 1970).

à un pays de grands espaces et à un milieu naturel fort différent. Suivant les motifs de son départ, l'émigrant pourra rechercher les sites les plus comparables à ceux de son pays, comme les riziculteurs de plaine pénétrant dans les bassins montagnards (1) ou au contraire choisir de pratiquer des cultures nouvelles (notamment des cultures commerciales) dans les sites qui leur conviennent le mieux : lorsqu'il s'établit, par exemple, dans des régions au relief marqué, il se fixera de préférence à un niveau d'altitude précis ou selon des situations topographiques bien définies (2). L'armature du relief et du réseau hydrographique fournit donc une trame souvent nette aux mouvements et détermine les axes de progression.

La concentration de la population peut cependant résulter aussi d'une emprise politique solide sur une terre qui, en soi, ne se distingue guère des espaces voisins : aucune aptitude physique ne justifie les fortes densités du pays mossi. Dans ces conditions, la conquête de nouvelles terres peut s'effectuer en tache d'huile, sans directions privilégiées, ni autres limites que la résistance ou l'expansion des groupes voisins, sans autre obstacle que la résistance même de la « brousse » (3).

Une occupation du sol par trop diffuse ne permet pas de distinguer clairement des mouvements de colonisation agricole. Dans un milieu naturel peu différencié où existe un semis lâche de villages-clairières, l'occupation des espaces vides, très étendus au total mais discontinus, ne provoque ni migrations de grande ampleur ni rupture sociale avec le pays, et n'oblige pas à s'adapter à des conditions très nouvelles : l'espace est simplement progressivement saturé plus que « colonisé » ; mais il est toujours délicat de préciser à quel point l'expansion locale cède la place à une véritable colonisation agricole.

On pourrait encore s'attacher à définir de bien d'autres manières les modes de colonisation spontanée : ils diffèrent par le degré d'homogénéité de l'immigration, par les rapports des immigrants avec

les premiers occupants du sol, ou par le type d'évolution sociale qui se produit sur les « terres neuves ». Mais ces faits semblent s'harmoniser assez bien avec les traits évoqués ci-dessus, dont ils sont pour une part les conséquences. Causes et objectifs des migrations, modes de répartition du peuplement semblent donc constituer une base assez pertinente d'analyse ; encore faut-il admettre que les mouvements spontanés n'ont jamais une seule cause ou un seul but, mais résultent d'un faisceau de circonstances qui se renforcent ou s'atténuent mutuellement.

Les formes de colonisation organisée paraissent plus facilement ordonnables, car plus réfléchies ou voulues telles, provoquées qu'elles sont par l'initiative d'Etats ou d'entreprises commerciales (4). Quelques critères objectifs devraient permettre de les caractériser, tels que leurs buts primordiaux, leur organisation foncière, leurs techniques agricoles, le type de sociétés qu'elles contribuent à créer. Pourtant, ces critères apparaissent souvent, à l'analyse, de définition malaisée. Nous n'en prendrons qu'un seul exemple : le but essentiel de la colonisation organisée qui semble devoir être soit le peuplement soit la production. Deux types de circonstances rendent cette distinction ambiguë. D'une part, celle-ci fait référence implicite à l'analyse d'un phénomène particulier, la colonisation blanche sous les tropiques (5) qui a été définie en fonction du seul peuplement blanc ; sur les plantations sucrières des Antilles comme sur les ranches d'Amérique du Sud, on entendait assurer à chaque exploitant la plus forte production possible, mais, s'agissant de deux systèmes de production totalement différents, les effets de cette « colonisation de production » sur les densités n'ont rien de comparable. Dans une vue diachronique d'autre part, le point qui sépare la colonisation de peuplement de la colonisation de production varie largement selon l'état des techniques et les capitaux disponibles : si la colonisation de production peut assurer la rentabilité maximale à l'unité de surface, le degré de « maximisation » possible a varié dans le temps selon l'évolution technique, et cette évolution a laissé subsister de nombreuses

(1) Cf. P. GOUROU, 1936.

(2) P. MONBEIG, 1952, a bien montré comment les planteurs de café paulistes utilisaient la topographie des « espigoes » entre les rivières. A plus vaste échelle, la littérature géographique française n'offre guère d'exemples de colonisation pionnière fixée à un étage altitudinal donné, comparable à la progression des Antioquenos de Colombie (cf. J.J. PARSONS : *Antioqueno colonization in Western Colombia*, Berkeley - University of California, 1949).

(3) Un bon exemple est l'abandon par les Mossi de la vallée de la Volta Rouge, étudié par G. RÉMY, 1968.

(4) Il ne s'agit pas nécessairement d'initiatives récentes, comme le montrent la colonisation des lais de mer du Tonkin au début du XIX^e siècle (P. GOUROU, 1936) ou l'occupation d'une grande part de la plaine centrale thaïlandaise au début du XX^e siècle (J.P. LAINÉ, 1971).

(5) Certes, il semble s'agir, de la part des Européens, d'une colonisation spontanée, mais, outre que souvent une organisation systématique du lotissement évoque la colonisation orientée, le colon blanc est pour sa main-d'œuvre l'organisateur d'une colonisation dirigée.

entreprises reliques ; il varie aujourd'hui encore dans l'espace selon les Etats et leur politique, et, plus grossièrement, selon les continents. Enfin, aujourd'hui même, on hésite bien souvent, notamment dans les entreprises étatiques, à effectuer un choix clair : dans une intéressante discussion à propos de l'Office du Niger, J.Y. MARCHAL (1) montre ainsi l'incapacité de l'administration coloniale française, comme de son successeur l'Etat malien, à opter entre la création d'un périmètre de forte production et l'établissement d'un noyau de fort peuplement paysan. De cette hésitation, les entreprises de colonisation pâtissent très souvent.

On peut, sans trop d'arbitraire, classer dans une catégorie unique toutes les entreprises de colonisation dont le but évident est d'installer le plus grand nombre possible de paysans par kilomètre carré. Courant au plus pressé, elles ne se soucient en fait que très modérément d'un aménagement de l'espace : on compte sur le seul effet des fortes densités pour assurer une utilisation rationnelle du sol, et l'essentiel de l'effort d'organisation est consacré à mettre en mouvement les populations par diverses incitations, le plus souvent financières ou fiscales, la création d'un minimum d'infrastructures, de routes en particulier. Certes, suivant les types d'agriculture, la détermination des zones de colonisation est plus ou moins stricte, plus systématique assurément dans les pays d'agriculture irriguée, mais elle reste toujours assez vague. Ce type d'entreprise, qui semble d'abord désuet, car fort peu rigoureux et peu ménager des ressources foncières, n'est pas toutefois un fait du passé : la colonisation de Sumatra, qui relève de ce modèle, s'est poursuivie après l'indépendance de l'Indonésie, et R. GAINARD (2) a récemment étudié des mouvements pionniers de peuplement au Paraguay.

A l'autre extrême, la colonisation de production semble aussi trop facilement un témoin d'une phase économique et historique révolue : son modèle, la « plantation », caractérisée, selon le mot de P. GOUROU (3) par son « étrangeté » face au monde local, est de fait une création coloniale. Mais, sous d'autres vocables, la réalité coloniale ne se maintient-elle pas bien souvent ? L'économie de plantations caractérise toujours, à des degrés divers, maints pays tropicaux, et aujourd'hui même les difficultés qu'éprou-

vent de jeunes Etats à contrôler politiquement l'espace conduisent parfois à concentrer efforts et investissements sur des îlots de croissance que l'on baptise trop facilement pôles de développement (4). Il importe peu que les propriétaires des plantations soient des étrangers ou des nationaux s'il existe un fossé sinon infranchissable, du moins fort ardu à combler, entre les moyens, les activités, les buts des plantations et le mode d'existence matérielle, les valeurs sociales de la grande majorité de la population. Dans la même catégorie générale que les plantations peuvent être rangées les entreprises d'embouche bovine, de moins en moins extensives, qui tendent à se multiplier aujourd'hui plus spécialement en Amérique latine (5), mais même dans certaines régions d'Afrique (6).

La colonisation de production n'est plus toujours l'apanage de l'initiative privée : elle est très souvent aujourd'hui reprise en compte par des Etats soucieux d'augmenter rapidement leurs ressources exportables. Qu'il s'agisse d'entreprises socialistes au sens propre ou, pour employer un vocable marxiste (applicable d'ailleurs à bien des gouvernements qui se réclament du socialisme), d'un « capitalisme monopoliste d'Etat » la colonisation étatique de production connaît aujourd'hui une évidence, quoique fort discutable, faveur : on pourrait en citer de multiples exemples en Afrique notamment, depuis la Côte d'Ivoire (7) jusqu'à Madagascar (8). Quoique plantations privées et entreprises d'Etat puissent présenter des nuances ou des oppositions au niveau des rapports sociaux ou de l'efficacité matérielle, les effets de ces deux modes de colonisation des espaces neufs sur l'organisation du paysage, la densité et la qualité du peuplement sont sensiblement équivalents.

Le plus souvent, toutefois, on s'oriente vers des formules mixtes : celles-ci peuvent résulter d'une incapacité à contrôler les phénomènes de peuplement, ou d'une indécision, mais elles sont aujourd'hui plus souvent l'effet d'un choix conscient : on veut à la fois soulager la pression démographique dans certaines

(4) C'est le cas de certaines grosses entreprises agricoles, isolats dans un espace peu peuplé, comme la SIAN au Congo (P. VENNETIER, 1963).

(5) On peut citer en exemple les grandes exploitations laitières du pied des Andes vénézuéliennes (J. TRICART, 1961) ou les ranches qui se multiplient aujourd'hui au Brésil sur les marges méridionales de la forêt amazonienne (R. PÉBAYLE, 1971).

(6) Plus particulièrement en Afrique orientale.

(7) J.P. TROUCHAUD, 1968.

(8) J.P. RAISON, 1972.

(1) J.Y. MARCHAL, 1971.

(2) R. GAINARD, 1968, 1969.

(3) P. GOUROU, 1971.

régions (donc peupler les espaces neufs) et assurer aux colons un niveau de vie relativement élevé, en jouant à la fois sur l'intensification des techniques culturales et sur l'extension des surfaces cultivées par chaque exploitant. La plupart des périmètres de colonisation dirigée sont donc fondés sur une série d'ambiguïtés dont ils semblent difficilement se dégager : le rêve d'égalisation des densités, absurde en soi, est de toute manière contredit par la volonté d'accroître la taille des exploitations ; cette extension des surfaces fait obstacle, dans la tradition des agriculteurs tropicaux, à l'intensification des techniques : rompre le cercle suppose une révolution psychologique autant qu'un recours à une technologie moderne, souvent coûteuse au départ, et dont l'efficacité n'est pas toujours prouvée (1).

La colonisation organisée à buts mixtes relève de types différents selon le degré de contraintes foncières, techniques, sociales dont les colons sont l'objet. Dans la forme la moins contraignante, qu'on peut nommer le périmètre de *colonisation orientée*, la part de l'entrepreneur, privé ou public, se limite en fait au lotissement et, le plus souvent, à la vente des terres aux colons. Ceux-ci, pleinement propriétaires, sont ensuite libres d'exploiter le sol comme il leur plaît, quoique des pressions diverses, taxations ou dégrèvements, taux de frêt, etc., les orientent en général vers certaines cultures. Les plus typiques de ces entreprises, privées ou publiques, ont été étudiées en Amérique latine, au Brésil notamment (2) mais on tente parfois de les susciter aujourd'hui sur le continent africain (3). On conçoit que ce type d'organisation ne se rencontre guère dans les régions où l'agriculture irriguée implique de forts investissements : la terre ne pourrait être vendue qu'à des colons disposant déjà d'assez fortes sommes, tels qu'on n'en trouve guère dans le monde tropical hors de l'Amérique latine (4).

Les entreprises de *colonisation dirigée* diffèrent des précédentes en ce que le régime foncier est plus contraignant. Le colon n'achetant pas la terre qu'il cultive, ou n'effectuant que des paiements partiels et échelonnés, on peut, pour éviter la naissance rapide

de « minifundia » et la spéculation foncière, lui refuser le droit de propriété ou plus souvent le limiter, en lui interdisant de vendre la terre, en l'obligeant à céder son lot à un seul de ses enfants. Ces règles, qu'on respecte rarement tout à fait, tendraient à figer le paysage rural, à limiter les densités ; elles peuvent aussi fortement influencer sur le mode d'utilisation du sol. Le périmètre de colonisation dirigée ne fait toutefois pas l'objet de contraintes agronomiques très strictes : on s'y contente de vulgariser de nouvelles techniques, de suggérer des orientations de production. Cette attitude de souplesse relative est adoptée surtout dans les régions d'agriculture pluviale où l'état des recherches agronomiques est assez bas, et où l'on ne parvient à introduire aucune culture de bon rapport. Il est plus fréquent qu'une culture commerciale soit imposée et contrôlée, les cultures vivrières étant pratiquement laissées aux techniques et rotations habituelles (5).

Ce relatif libéralisme est souvent la situation de fait dans des entreprises théoriquement plus rigides, que nous appellerions *périmètres de colonisation planifiée*, mais où le contrôle strict de rotations s'avère impossible (6). Les efforts pour imposer des rotations culturales restent le plus souvent des vœux pieux lorsque les techniciens ne disposent pas du moyen de pression qu'est le contrôle de l'irrigation. Les « colonats » du Congo belge et du Ruanda-Urundi (7), comme le périmètre de l'Est Mono (8) au Togo devaient être en principe, et furent un temps cultivés selon des rotations imposées, de même que les secteurs de colonisation du Moyen-Ouest malgache (9) ; en fait, faute de moyens réels de coercition, quand ces techniques ne s'imposent pas par leurs vertus propres, les règles se relâchent très vite.

C'est en culture irriguée que l'encadrement des colons se fait le plus systématique, par suite du coût plus élevé des aménagements. Cependant, dans les pays de tradition rizicole, où les techniques paysannes ont déjà atteint un niveau assez élevé, on se borne parfois à suggérer une évolution par l'entremise de vulgarisateurs (10).

(1) Ce problème est discuté notamment dans J.P. RAISON, 1971.

(2) P. MONBEIG, 1952, R. PÉBAYLE, 1967, J. ROCHE, 1959 a et b.

(3) Ce cas rare est illustré cependant par certains aspects de la « recolonisation » des Hautes Terres du Kenya par les Africains (cf. travaux de R.S. ODINGO, Université du Kenya).

(4) C'est le cas pour certains aménagements hydrauliques de la côte Nord du Pérou (C. COLLIN-DELAUVAUD, 1968, O. DOLLFUS, 1965).

(5) Ainsi en est-il sur le périmètre de Doulo-Gannay, près de Mora, étudié par J. BOUTRAIS, 1970, où seul le coton fait l'objet d'un réel contrôle.

(6) Le casier de Mokyo, également présenté par J. BOUTRAIS, 1970, a évolué ainsi ; la surveillance des cultures vivrières a pratiquement été abandonnée.

(7) V. SILVESTRE, 1971.

(8) Sedagri, (s d).

(9) J.P. RAISON, 1972.

(10) C'est le cas à la SOMALAC (Lac Alaotra, Madagascar).

Contrôlant l'eau, les techniciens peuvent imposer les cultures, et les exploitants, travaillant chaque année des parcelles différentes, sont pratiquement réduits au statut de métayer : à la Samangoky (Madagascar) (1), les paysans cultivent impérativement coton et riz sur les parcelles qu'on leur désigne, et, à l'Office du Niger, les colons ont dû suivre, selon les années, les palinodies des techniciens qui les dirigeaient (2). Facteur aggravant des contraintes, la mécanisation, couramment souhaitée aujourd'hui, implique ou favorise la répartition annuelle autoritaire des parcelles, accroît les redevances et, partant, les servitudes du colon, plus étroitement soumis aux techniciens. La rançon d'un tel « progrès » technique est l'embrigadement, avec pour conséquence l'absence d'évolution spontanée des systèmes de cultures, le manque de dynamisme propre des périmètres de colonisation. Cette évolution discutable a pourtant semblé jusqu'à présent inéluctable : confiance parfois aveugle dans la technique, contraintes des investissements élevés, idéologies prétendument socialistes, politique des pays prêteurs cherchant à récupérer leur aide sous forme d'achats de matériel se combinent pour la favoriser.

III. LES CONTEXTES CONTINENTAUX DE LA COLONISATION DES TERRES NEUVES

La classification est, peu ou prou, un exercice d'école, et nous n'avons pu éviter, en nous y livrant, de faire allusion aux nombreuses nuances qu'introduisent les conditions locales, régionales ou continentales. Vouloir leur faire maintenant une trop large place conduirait à décrire les arbres sans percevoir la forêt, mais on ne peut éviter de considérer de plus près la variété des contextes dans lesquels se situe la colonisation des terres neuves. Sans cacher combien ce cadre encore trop vaste peut être artificiel, nous nous cantonnerons ici à l'examen des différentes situations continentales, telles qu'elles sont, au moins implicitement, perçues par les géographes français. Certes, chaque continent recèle une grande variété de cas, mais, comme l'a signalé P. GOUROU, « la division du monde tropical en blocs continentaux nettement séparés a grandement influencé l'évolution des techniques... Le morcellement du monde tropical pluvieux

explique les immenses effets des « Grandes Découvertes européennes » (3). Mais, poursuit l'auteur, chaque continent a réagi différemment à l'arrivée des Européens, un phénomène historique qui reste aujourd'hui encore une cause fondamentale du peuplement, même « indigène », des espaces vides.

Nous avons plus haut indiqué quels critères généraux permettaient de caractériser les diverses formes de colonisation des terres neuves ; nous pouvons les reprendre ici en les affinant quelque peu en fonction des situations continentales. Ainsi, outre la répartition des densités, devons-nous considérer les techniques par lesquelles les hommes utilisent la terre, et qui sont inégalement favorables à leur mobilité ; un premier contraste grossier apparaît entre l'Amérique et l'Afrique d'une part, où la plupart des systèmes de cultures dérivent de l'essart, l'Asie et Madagascar d'autre part, où la riziculture, généralement plus intensive, fixe davantage les paysans au sol. Le type de rapports entre agriculteurs et éleveurs, dont l'importance a déjà été signalée, oppose l'Afrique, continent d'agriculteurs conquérants, à l'Amérique tropicale où les éleveurs occupent une position sociale et politique plus élevée.

L'origine des groupes humains en présence ou en conflit introduit d'autres variétés continentales ; ici, encore, l'Amérique s'oppose aux autres continents tropicaux par l'importance de l'immigration pionnière d'origine européenne. Ceci est d'une importance particulière, dans la mesure où l'occupation des terres nouvelles est, à des degrés divers, considérée comme un moyen d'accéder à un certain statut social : même si aujourd'hui Africains et Asiatiques sont de plus en plus intégrés à l'économie marchande, ils ne le sont ni au même degré ni surtout selon les mêmes modes que les agriculteurs européens, et les différences dans les visées sociales et économiques se répercutent sur les rapports à la terre, sur le rythme et les formes de sa conquête.

La nature des rapports entre monde développé et terres neuves tropicales varie aussi considérablement selon les continents. Ces rapports ne sont cependant jamais négligeables : s'il existe sans doute des fronts pionniers de survie, plus nombreux sont ceux qui fournissent des produits au commerce et sont donc sous l'effet de ses fluctuations. Il apparaît de plus en plus clairement que la colonisation des terres neuves ne peut être pleinement comprise sans une analyse de la nature et de l'évolution des rapports entre les pays industrialisés et les divers pays tropicaux.

(1) F. DOUMENGE et R. BATTISTINI, 1966.

(2) J.Y. MARCHAL, 1971.

(3) P. GOUROU, 1971, p. 293.

La concentration des études françaises sur l'Afrique tropicale permet sans doute d'analyser son cas avec le plus de précision, et de l'utiliser comme élément de comparaison pour l'étude des autres continents. Nous étant cependant largement servi d'exemples africains pour préciser les modalités de la colonisation des terres neuves, nous nous contenterons, sur certains points, d'une présentation succincte.

Si l'on excepte le cas particulier de l'Afrique méridionale, la conquête des terres neuves africaines, aura pratiquement été l'œuvre des seuls Africains. Dans les pays de colonisation française en particulier, les Européens ne se sont guère préoccupés de mettre eux-mêmes le sol en culture (1). Certes, on y voit, notamment depuis la « décolonisation » se multiplier les entreprises de colonisation dirigée d'inspiration européenne, mais les colons eux-mêmes, sinon les cadres, sont des Africains, et les effets de ces travaux très localisés sont dans l'ensemble d'autant plus minces que les schémas originels sont peu à peu déformés en fonction d'une logique différente. C'est donc d'abord selon la répartition spontanée des densités, l'équilibre spontané entre la population et les ressources, la nature des systèmes de production africains qu'il faut analyser les migrations vers les espaces sous-peuplés.

On a dit que la répartition passée et actuelle des densités en Afrique était fort contrastée, et on a souligné l'existence de noyaux de fort peuplement au milieu d'espaces presque vides. Certes, l'essart, qui est à l'origine de la plupart des systèmes de cultures, n'impose nullement ce mode de groupement. Celui-ci résulte pour une bonne part de facteurs historiques contingents, comme il apparaît dans maints massifs refuges d'Afrique occidentale (2), et la culture intensive qu'on y pratique n'est qu'une nécessité qu'on abandonne lorsque d'autres terres

sont disponibles. Bien des motifs historiques de concentration du peuplement ont aujourd'hui disparu : les éleveurs dévoreurs d'espace ont bien souvent perdu leur prééminence politique et ne sauraient plus s'opposer strictement à l'occupation de terres aussi manifestement sous-exploitées que le delta intérieur du Niger (3) ; les organisations politiques traditionnelles qui avaient favorisé de fortes densités locales ont été largement démantelées au profit d'une administration de forme moderne. L'occupation d'espaces nouveaux a été d'autre part favorisée par la politique coloniale d'incitation à l'agriculture commerciale, puis par les besoins financiers des jeunes Etats indépendants.

Rien dans la logique des systèmes de cultures, dans la situation historique, dans le contexte économique, ne semble donc contrecarrer l'expansion spatiale des paysans africains. Celle-ci est certaine aujourd'hui ; on peut cependant s'étonner qu'elle ne soit ni plus importante ni plus ferme. C'est que la concentration du peuplement n'est pas sans avantages et que son maintien n'est pas seulement un effet de l'inertie dans des pays qui manquent de moyens techniques : elle assure un meilleur contrôle de l'espace, en particulier du point de vue sanitaire, elle permet une meilleure rentabilité des investissements sociaux et culturels, par l'établissement de liaisons plus complexes elle est même créatrice d'emplois. Si les terres neuves offrent des opportunités de réussite économique, les régions de fort peuplement traditionnel sont souvent celles où il fait meilleur vivre, selon des critères qui ne sont pas uniquement archaïques et sentimentaux. Comme l'a montré P. GOUROU, commentant l'ouvrage d'A. RICHARDS sur le Buganda (4), maintes régions de fort peuplement attirent elles aussi les immigrants, et il est des terres médiocrement peuplées qui se vident d'hommes, comme il est des espaces vides nouvellement conquis.

Le caractère flou de l'occupation des terres neuves semble aussi assez caractéristique du continent africain. On n'y assiste pas à l'établissement brutal de nouveaux modes d'organisation de l'espace, mais à une évolution progressive des rapports entre l'immigrant, son pays d'origine, son nouveau pays et les premiers maîtres de celui-ci. Si la nouvelle terre du

(1) La faiblesse de la colonisation de plantations françaises en Afrique est bien illustrée, à propos de la Côte d'Ivoire, par H. FRÉCHOU, 1955.

(2) Voir dans tous les montagnards d'Afrique occidentale des réfugiés est cependant largement abusif, comme l'a fort bien montré J. BOUTRAIS, 1970. Il y a vrais et faux montagnards. Dans la dernière catégorie, les Fali, qui avaient fui les invasions foubé, ont aujourd'hui quitté en masse leurs massifs. Par contre, les vrais montagnards, comme les Matakam, répugnent souvent à quitter leurs hauteurs, dont les potentialités agricoles sont loin d'être négligeables, et dont la mise en valeur soignée, indispensable pour éviter l'érosion, impose de fortes densités. Un dépeuplement partiel provoque la dégradation du milieu et oblige parfois à un abandon total des massifs. A. HALLAIRE, 1970, décrit admirablement l'attachement des vrais montagnards à leurs rochers.

(3) J. GALLAIS, 1967. Admirable exemple de delta sous-utilisé en raison du contrôle politique peul, où les densités sont sensiblement inférieures à celles des terres sèches d'alentour.

(4) Analyse de A. RICHARDS *Economic development and tribal change*, Cambridge, 1954. Dans P. GOUROU : *L'Uganda*. Revue belge de Géographie, 1962, 86-2, pp. 7-38.

pionnier « classique » est une étape dans une marche en avant, elle peut être pour l'immigrant africain un moyen de retour au pays comme le lieu où l'on créera un nouveau pays. Mais les choix ne se dessinent que peu à peu, quand se résolvent les ambiguïtés : incertitude initiale du statut foncier, tenaces liaisons sociales, parfois intéressées, avec « le pays », difficulté à définir la manière d'utiliser ses gains. Le paysage agricole des terres neuves est lui-même peu précis ou peu caractéristique. Plus qu'ailleurs peut-être il est inachevé ; jamais il ne traduit dans des formes nettes la volonté de construction d'un monde nouveau. Lorsqu'il s'agit de types de mouvements voisins des migrations traditionnelles, on voit se reproduire imparfaitement les paysages ruraux des régions de départ. Lorsque se manifestent des formes plus nettes d'occupation pionnière, l'anarchie des divisions foncières traduit de lentes stratégies d'accaparement foncier et non une répartition a priori. L'occupation du sol se réalise sans souci apparent du contrôle de l'espace, sans même qu'on sache, le plus souvent, quelles surfaces sont défrichées. L'influence des colonisateurs, et du monde développé en général, ne s'est encore exercée que de manière incomplète, par le biais de l'achat des produits, d'ailleurs souvent confié à des intermédiaires africains, ou en Afrique de l'Ouest, syro-libanais. Œuvre de paysans qui peuvent accéder peu à peu au statut de bourgeois, la colonisation des terres neuves n'a pu recevoir d'emblée l'apport de capitaux bourgeois qui n'existaient pas, ni n'a pu refléter une organisation rationnelle que personne ne souhaitait ou ne pouvait penser.

Une incontestable évolution se produit aujourd'hui cependant, dont la Côte d'Ivoire donne un exemple : si les planteurs de café et de cacao continuent d'occuper anarchiquement la forêt, de nouveaux paysages de terres neuves naissent des investissements de riches planteurs, de ceux qui ont su cueillir les fruits de l'indépendance ; le capital européen, plus attiré par ces nouvelles plantations, plus rentables et plus conformes à ses normes, s'y associe largement : dans des régions proches des ports, comme la Basse Côte, nouvelles cultures (*elaeis*, hévéa, fruits), nouveaux paysages de plantations géométriques témoignent d'une autre étape de l'occupation des terres neuves en Afrique. Plus dispersées sur le continent, encore très limitées dans leur étendue, les entreprises de colonisation planifiée, qui tentent d'attirer ou de créer des paysans aisés sont une autre forme d'occupation rationnelle. Leur orgueilleuse géométrie n'a souvent pourtant qu'une fausse pérennité : sans doute y a-t-il aujourd'hui autant d'entreprises abandonnées, ou peu à peu remodelées par les paysans

africains, que de périmètres en activité, et l'on devra s'interroger plus loin sur la valeur de ces entreprises, qui ne sont sans doute parfois que le fruit d'un temps d'optimisme de la technique agronomique, et d'une phase de la décolonisation politique.

Madagascar semble traduire dans ses modes de colonisation des terres neuves, sa position intermédiaire entre l'Afrique et l'Asie. Comme celle-ci, la Grande Ile est dominée par un système de riziculture irriguée ou inondée, qui, par ses rendements assez élevés, permet des densités locales très appréciables. La riziculture de vallée implique même largement ces fortes densités en imposant de lourds aménagements et en fixant les paysans sur des sites précis, où, dans l'état des techniques, une relative maîtrise de l'eau est possible. Le peuplement dense se fixe en digitations qui s'infiltrant au milieu d'espaces faiblement occupés. Terre aux contours clairement délimités, régulièrement cultivée, la rizièrre est le patrimoine sinon des individus du moins des groupes familiaux. On y est attaché par des liens qui prennent sans doute un tour religieux, mais la terre des ancêtres tire une part de son caractère sacré de l'effort obstiné des générations pour la mettre en valeur. Les groupes sociaux sont, du moins dans certaines régions, fortement attachés à leur terre et l'appartenance concrète ou symbolique à un petit pays est à la fois signe et condition d'un statut social.

Le système de cultures à dominante rizicole peut intégrer partiellement l'élevage et la stabilité des groupes ruraux s'en trouve renforcée. Même dans l'Ouest et le Sud de l'île, il n'y a pas de tribu d'éleveurs purs, et si des groupes se spécialisent plus étroitement dans l'élevage, ils sont des éléments d'unités politiques plus vastes où d'autres groupes assurent des fonctions différentes (1). On ne peut donc relever de conflit simple entre éleveurs et agriculteurs : il s'est plutôt agi jadis de luttes entre entités politiques, et aujourd'hui la colonisation des terres neuves suppose compénétration ou fusion de groupes aux modes de vie différents mais non totalement antagonistes. L'accord entre ces groupes est facilité par le fait que riziculteurs et pasteurs ne revendiquent en général pas les mêmes terroirs.

Pour l'essentiel, les zones pionnières malgaches ne sont pas des régions propices aux cultures commerciales les plus rémunératrices. La partie la plus peuplée de Madagascar comprend l'essentiel des régions dont le climat convient aux cultures dites « de plantation », situées sur la façade orientale. L'exception majeure

(1) P. OTTINO, 1963.

à cette règle est constituée par l'Extrême Nord et surtout le Sambirano où se produit effectivement aujourd'hui une colonisation de planteurs comparable à celle que connaît l'Afrique (1). Mais elle fut d'abord longtemps freinée par les intérêts des Européens ; Madagascar a connu une colonisation européenne de plantations, sans grande envergure certes, mais les petits colons étaient les premiers à s'opposer à la naissance d'une classe de planteurs malgaches. Les échecs économiques de la colonisation européenne ont conduit l'administration coloniale à encourager la production indigène de café, sous forme de lopins adjoints aux cultures vivrières dans les régions peuplées ; les régions montagneuses de l'intérieur, d'aménagement difficile, n'ont pas été conquises, et aujourd'hui même l'accroissement très modéré des surfaces plantées résulte plus de l'occupation d'espaces intercalaires que de l'occupation de régions nouvelles. Hors des régions de cultures « de plantation », et notamment en bordure des Hautes Terres centrales, l'occupation pionnière est d'un autre style : elle s'efforce généralement de reproduire les modes anciens d'occupation du sol dans les régions de peuplement dense. Le départ vers les terres neuves permet de pratiquer plus largement l'élevage bovin, de produire du riz d'une façon plus extensive. Point de fronts pionniers mobiles : le riziculteur se fixe à la terre (ou, s'il veut retourner chez lui, la cède à des parents) ; par la croissance spontanée de noyaux de peuplement disséminés, des points limités de concentration des hommes apparaissent, où, dans des délais assez brefs, se reconstituent les systèmes de cultures relativement intensifs des régions au départ (2).

Sans différer fondamentalement du modèle africain francophone, le contexte économique malgache présente cependant quelques nuances intéressantes. Au moins en Imerina, une bourgeoisie avait commencé de se constituer avant la conquête française ; si, aux temps coloniaux et jusqu'à présent, elle s'est moins intéressée à l'agriculture qu'au commerce, aux placements immobiliers, voire à l'usure, elle avait déjà acquis et n'a pas totalement perdu un usage du placement foncier dans les régions périphériques, et notamment sur les terroirs rizicultivables. Aussi bon nombre de terres rizicoles nouvelles, sur les côtes ou dans la région du lac Alaotra, sont-elles peuplées, paradoxalement, de métayers dont le sort n'a souvent rien d'en-

viable (3). Plus caractéristique encore est l'emprise, encore sensible, des Européens et des Asiatiques sur les sols les plus riches, qu'ils n'osent ou ne peuvent souvent mettre franchement en valeur. L'indépendance n'a pas encore permis, sauf dans le Nord, l'émergence d'un groupe important de planteurs nationaux, et, hors de la petite colonisation spontanée sans grandes perspectives commerciales, les seules initiatives sont la création de quelques périmètres planifiés dont le succès est médiocre (4) et la naissance, bien difficile, d'un certain nombre de « fermes d'Etat ».

Le petit nombre d'études françaises sur les terres neuves asiatiques ne nous permet guère de préciser les conditions spécifiques dans lesquelles se déroule leur conquête. L'exemple malgache a déjà montré dans quelle mesure la pratique de la riziculture de vallée limitait la mobilité humaine. Elle a jusqu'à présent permis, fût-ce au prix d'une misère paysanne, d'absorber une large part du croît démographique. Mais la pression croissante finit par obliger au mouvement, et des terres neuves, même d'aménagement délicat (qu'on songe au delta du Mékong), sont occupées très rapidement qui seraient délaissées dans d'autres pays moins chargés d'hommes. Cette croissance très rapide des densités, dès qu'un espace s'ouvre au pionnier, caractérise même des régions d'agriculture pluviale, comme des études récentes sur l'Inde (5) et le Cambodge (6). Très vite semble apparaître un paysage ordonné de vieille civilisation qui peut laisser trompeusement croire à une occupation ancienne : comme l'ont montré P. GOUROU (7) et J. DELVERT (8) les inégalités de peuplement souvent révélatrices de l'histoire de l'occupation du sol, sont sensibles dans les deltas asiatiques, mais ces contrastes jouent à l'intérieur d'une gamme de densités toujours assez fortes.

La colonisation des terres neuves asiatiques apparaît comme une création « ex nihilo » : elle s'applique soit à des régions jusqu'alors totalement négligées, soit, dans les régions hautes, à des terres que contrôlaient très lâchement des populations adeptes du brûlis : dans ce cas deux civilisations agricoles s'affrontent

(1) M. PORTAIS, 1972.

(2) H. LAVONDÈS et P. OTTINO, 1961, J.Y. MARCHAL, 1969, J.P. RAISON, 1972.

(3) P. OTTINO, 1965.

(4) J.P. RAISON, 1971.

(5) Travaux menés dans la région d'Haïderabad par une équipe de géographes de l'Université de Strasbourg sous la direction de J. GALLAIS.

(6) R. BLANADET, 1968, 1970, 1971.

(7) P. GOUROU, 1940.

(8) J. DELVERT, 1961. Au Cambodge cependant, les densités des régions rizicoles en cours de peuplement peuvent descendre aux environs de 20 par km².

dans un combat inégal, les riziculteurs conquérants ne cherchant pas à ménager ni même à assimiler les « primitifs », qu'on voit encore parfois, comme au Cambodge, réduits à une sorte d'esclavage (1). Cette négation du premier occupant, que nous verrons aussi manifeste en Amérique mais qu'ignore largement l'Afrique, est l'effet d'une extrême distance entre civilisations. Par la force de vieilles civilisations techniques et administratives, la colonisation des terres neuves, sans balayer, le plus souvent, de grands espaces, est une œuvre systématique, marquée par l'établissement brusque des hommes, par un rapide contrôle du milieu. Réciproque de cette règle est l'effondrement brutal des densités, en cas de crise politique : la chute d'un empire peut provoquer le dépeuplement intégral de certaines régions (2). Cette transformation systématique du milieu par des groupes laborieux, nombreux et organisés permet ensuite l'entassement des hommes. L'expansion spatiale semble procéder par bonds brutaux suivis de longues phases d'intensification agricole. Sans doute serait-il abusif d'attribuer ce rythme aux seules vertus intrinsèques des collectivités : les conditions naturelles n'y sont pas non plus étrangères. Il faut beaucoup d'hommes et un effort subit pour contrôler des eaux hostiles ; cette conquête réalisée, on trouve une protection sanitaire sur les terres maîtrisées qu'entourent des hauteurs malsaines. La peur de « la montagne », en Indochine ou en Thaïlande, en a écarté les hommes qui auraient pu cependant y trouver des vallées facilement aménageables. Aujourd'hui même, malgré les progrès scientifiques, l'expansion sur les hauteurs reste une entreprise périlleuse et précaire (3). P. GOUROU (4) a montré comment, par contre, à Java, où les plaines côtières elles-mêmes étaient insalubres, les paysans n'ont pas hésité à conquérir des montagnes qui n'étaient pas plus inhospitalières.

L'ancienneté de l'organisation politique, l'existence précoce de bourgeoisies, étrangères parfois mais asiatiques (5), prêtes à investir dans l'agriculture, ou du moins acheter en masse ses produits, a permis un long développement historique des grandes entreprises

de conquête des rizières sur la mer comme au Tonkin (6) ou sur les eaux fluviales par drainage (7) ou par alluvionnement dirigé (8). L'expansion européenne, et, avec elle, l'intensification du commerce international du riz, a pu cependant, comme en Thaïlande (9) ou en Birmanie lui donner un nouvel essor. Les bourgeoisies, privées parfois du pouvoir politique, mais économiquement favorisées, y ont trouvé une nouvelle sphère d'activité et ont très souvent été des agents essentiels de l'aménagement du sol : ceci apparaît très clairement en Cochinchine (10). Elles s'intéressent aujourd'hui tout autant à l'aménagement des terres non inondables. Elles en furent parfois les initiatrices comme sur le littoral cambodgien, où les Chinois créèrent les premières plantations de poivriers (11). Ailleurs, comme à Païlin, elles n'interviennent que dans une deuxième phase : après un temps de défrichement anarchique et destructeur par de petits paysans cultivateurs de coton, les meilleures terres reviennent aux commerçants chinois ou aux fonctionnaires khmers qui y établissent de riches vergers dont les produits alimentent les villes (12). Il semble par contre en général impossible aux capitalistes nationaux de franchir un degré de plus en créant de vastes plantations à l'instar des anciennes entreprises européennes qui, les premières, occupèrent les hauteurs : les conditions actuelles du commerce international ne favorisent guère ce genre d'initiatives, et la plantation de café de la région de Païlin ne peut s'étendre au-delà des besoins de la consommation nationale. Les quelques exemples que nous avons pu présenter nous montrent donc des terres neuves qui rapidement mises en valeur, s'intègrent bien à l'espace national, sans être par contre aujourd'hui particulièrement sensibles aux fluctuations de la situation mondiale.

Le mouvement de colonisation des terres neuves en Amérique tropicale est apparu comme le plus ample, le plus spectaculaire, et a pu servir, sans doute avec quelque excès, d'exemple de référence aux études de l'occupation pionnière dans les autres continents tropicaux. C'est en Amérique du Nord qu'on définit le concept de « frontière », c'est là que s'élabora le

(1) R. BLANADET, 1968.

(2) C'est le cas de la région d'Angkor, J. DELVERT, 1961.

(3) Les zones pionnières de Païlin et Andoek-Hep, étudiées par R. BLANADET (1968-1971) restent parmi les régions les plus impaludées du Cambodge, à tel point que les colons laissent souvent leurs enfants dans leur pays d'origine.

(4) P. GOUROU, 1971.

(5) Ainsi les Chinois du Cambodge (J. DELVERT, 1961, R. POURTIER, 1971).

(6) P. GOUROU, 1936.

(7) P. GOUROU, 1940, J.P. LAINÉ, 1971.

(8) J. DELVERT, 1961 décrit la construction des revers de berge du Mékong, les « Chamcar » grâce à l'alluvionnement dirigé dans des canaux, les « prek ».

(9) J.P. LAINÉ, 1971.

(10) P. GOUROU, 1940.

(11) R. POURTIER, 1971.

(12) R. BLANADET, 1968-1970.

mythe du « pionnier » ; l'Amérique latine fut son homologue tropical. De fait, toute la partie orientale du continent a été peuplée par une immigration qui balaya sur son passage des populations clairsemées qu'elle a largement contribué à faire disparaître. Dans les Andes, la force des vieilles civilisations, la densité plus considérable des populations autochtones, les conditions naturelles sans doute aussi, n'ont pas permis de telles avancées. Une division en deux domaines s'impose donc ; nous traiterons plus particulièrement du domaine oriental, largement analysé par des chercheurs français, tandis que dans les Andes les phénomènes de colonisation pionnière, souvent plus récents, commencent seulement d'être étudiés.

Plus intimement liée que les autres continents tropicaux au monde européen et à son prolongement, l'Amérique anglo-saxonne, l'Amérique latine, du moins dans sa fraction orientale, a été véritablement conquise par l'Europe. Les Européens ont fait le vide devant eux et traité comme terres neuves des espaces certes encore peu marqués par l'homme mais auxquels surtout ils ont nié tout passé historique. C'est selon des concepts proprement européens, en fonction des exigences et des vicissitudes des Etats Unis et des pays européens que s'est réalisée l'occupation de nouvelles terres.

Pour l'essentiel, les immigrants des terres neuves ont été des Européens, mais cette origine commune ne doit pas masquer d'extrêmes diversités. Par vagues successives arrivent au Brésil et en Argentine des Ibériques, des Allemands, des Italiens, des Slaves (1). Comme aux Etats Unis, certains rapports existent entre date d'immigration, origine et statut social : les vieilles familles d'origine portugaise ou espagnole sont, à la limite, d'une autre « race » que les récents immigrants venus de l'Europe orientale. Ces inégalités contribuent certainement à maintenir des traits culturels hérités des pays d'origine, mais, à l'inverse, ce maintien des particularismes (2) favorise les clivages sociaux, ou du moins permet d'en maintenir l'apparence. A la limite, chaque groupe s'attache à un certain type, ou à certaines façons, d'utilisation du sol comme il se fraie sa propre voie d'ascension économique et sociale. On comprend dès lors l'importance attachée à l'analyse de l'évolution des communautés d'originaires, qui n'est pas simple complaisance de

chercheurs européens sensibles au maintien et à l'évolution des héritages du Vieux Monde. Les études de J. ROCHE sur les colons allemands du Sud du Brésil (3) sont particulièrement caractéristiques de cette approche géographique et sociologique à la fois.

L'Amérique latine a d'autre part été fortement influencée par l'Europe dans ses modes d'organisation de l'espace. Bien avant le XIX^e siècle, mais plus encore par la suite, l'espace n'a pas été conçu comme un simple assemblage de terroirs ni comme le support d'organisations politiques aux fondements plus sociaux que spatiaux ; il a été organisé dans le cadre d'Etats territoriaux aux limites claires en principe, que chacun s'efforçait de repousser aussi loin que possible au détriment des voisins puis de protéger contre leurs convoitises : l'espace pouvait être divisé objectivement entre les citoyens. Il en est résulté une course à l'occupation du territoire, une division du sol qui précède généralement le peuplement lui-même : le premier véritable colon trouvera une « terre neuve » déjà grevée de droits fonciers (4). Le souci de peupler et protéger le territoire a poussé à une politique (d'ailleurs assez inconstante) d'encouragement à l'immigration européenne, d'établissement de colonies dans les zones frontalières, dont on dut se soucier souvent davantage que des terres centrales qui n'étaient pas menacées. La marche en avant, souvent destructrice, encore encouragée par certains gouvernements (5) est liée à une certaine conception de l'Etat territorial et non seulement à la mentalité pionnière.

Pour le pionnier, la terre neuve n'est pas seulement l'espace immense aux infinies possibilités, elle est aussi l'espace borné, réparti selon les formes européennes de propriété. Le régime foncier, d'abord conçu selon des modèles féodaux, surtout dans les pays déjà peuplés où l'on pouvait attribuer, outre de la terre, des « âmes » (6) évolue au XIX^e siècle dans le sens de la propriété privée : la terre vide fait l'objet d'une division anarchique en fait mais systématique en droit, fondée parfois sur un cadastrage sommaire et géométrique, en tout cas sur la définition de limites. A la différence de l'Afrique, ce n'est pas la mise en valeur qui crée

(3) J. ROCHE, 1959 a, 1968.

(4) Titres de valeur souvent bien douteuse ! Le personnage important qu'était le « Grileiro » pauliste, jouait, selon l'expression de P. MONBEIG, 1952, le rôle de fabricant ou falsificateur de titres de propriété.

(5) Comme le gouvernement paraguayen, selon R. GAIGNARD, 1968, 1969.

(6) Ainsi sur les encomiendas du Pérou (C. COLLIN-DELAUVAUD, 1967).

(1) Les diverses phases de l'immigration dans la région de São Paulo sont présentées par P. MONBEIG, 1952.

(2) Les particularismes sont évidemment accentués sur les terres neuves par l'isolement et le groupement en colonies d'originaires.

le droit sur la terre, mais l'achat, ou, ce qui est peu différent, l'octroi par l'Etat en récompense pour des services rendus. Presque partout, le pionnier doit acheter sa terre : celle-ci doit, comme l'argent, porter les plus hauts intérêts possibles. Il importe peu qu'elle s'épuise si ses fruits permettent d'acquérir une autre terre, plus lointaine peut-être, mais déjà atteinte par la civilisation et si possible plus vaste et plus productive. On ne se soucie généralement pas d'intensifier l'agriculture avant que les terres neuves se fassent rares, pauvres, ou si lointaines que leur mise en valeur paraisse d'un intérêt douteux. Cette règle comporte des exceptions pour les groupes d'immigrants qui (comme les Japonais) font de leur cohésion, de leur attachement au sol un objectif plus essentiel que la promotion individuelle du pionnier (1).

Rompant avec l'Europe, mais cependant délégués et largement influencés par elle, les pionniers d'Amérique latine ont été, consciemment ou non, les agents de l'expansion économique européenne. Chassés de leur pays par les crises, ils étaient poussés en avant par le dynamisme de la société industrielle, soucieuse de vendre des produits finis et d'acheter des matières premières ; ils en subirent les crises, parfois de manière accentuée, car ils étaient pour une part des instruments entre ses mains. En fonction des besoins des métropoles naquirent maints centres de colonisation, notamment lors des « phases B » où le numéraire se faisait rare : quand l'Angleterre voulait du coton à bon prix, on créait au Brésil des Compagnies de colonisation qui vendaient des terres aux immigrants. Mais la surproduction née du dynamisme pionnier était encore aggravée par les crises conjoncturelles de l'Europe et des Etats Unis.

L'anarchie du régime de la libre concurrence, l'instabilité économique ne sauraient masquer l'existence de lignes directrices. L'espace pionnier est fait pour produire et exporter, son occupation est subordonnée à l'existence de voies de communication (2), à l'entrée dans une économie d'échanges qui permet aux pays industriels de vendre des biens d'équipement, du matériel de transport, etc. Ces terres d'apparente liberté sont en fait mises en valeur selon des incitations

plus ou moins déguisées de puissances étrangères, qui s'exercent par le jeu des lotissements, de la construction des voies de transport, par les tarifs ferroviaires plutôt que par une intervention constante dans la vie agricole (comme il en est souvent aujourd'hui en Afrique) ; le colon américain, qui s'adapte spontanément aux règles de l'économie marchande, est sensible à ces signes d'un langage qu'il n'ignorait pas. La colonisation orientée, qui caractérise ce continent, aboutit à une mise en valeur plus réglée, plus conforme aux schémas des puissances dominantes qu'ailleurs la colonisation planifiée dont les schémas rigides sont sans cesse tournés, mis en échec par des colons qui n'en acceptent pas les règles fondamentales.

Les règles du marché extérieur s'accordent spontanément assez bien au style de la mise en valeur pionnière. Les pays industriels cherchent des matières premières à bas prix ; le colon, qui, même modeste, dispose de terres en relative abondance (3), veut voir rémunérée au mieux sa journée de travail : deux désirs qui s'accordent pour favoriser une culture extensive et destructrice encore voisine de l'essart. Le maintien de prix peu élevés, ou, plus encore, la répétition de phases de crise, contribue à la permanence d'un système extensif et à la fuite en avant. Car l'exploitation pionnière, qui semblait d'abord étendue se révèle soudain étriquée, et strictement bornée : point de repos possible pour une terre qui s'épuise, point d'autre solution qu'un départ beaucoup plus loin, vers d'autres terres nouvelles où l'on renouvellera la même expérience. Le mouvement s'arrêtera sans doute lorsqu'il n'y aura plus de terre disponible, ou, plus souvent, lorsque ne resteront vacantes que des terres marginales, parce qu'inaptes aux plus riches cultures, ou trop éloignées pour que l'évacuation des produits soit rentable (4). Il serait faux de croire que de telles règles économiques soient ignorées en Asie ou en Afrique : sur tous les fronts pionniers, l'agriculteur sait calculer, mais il est rare que ces principes soient aussi déterminants, que le colon y soit aussi strictement soumis ; les coûts de production sont en général

(1) La colonie japonaise de Bastos au Brésil est célèbre (P. MONBEIG, 1952) ; on peut citer aussi les colonies japonaises de Fram et Pizapo au Paraguay (R. GAINARD, 1968).

(2) P. MONBEIG décrit minutieusement les rapports entre avancée pionnière et progression des chemins de fer et analyse les stratégies des différentes compagnies pour capter le trafic. Selon l'expression de l'auteur, « la valeur d'un espace s'évalue moins en fonction de son sol ou de ses défricheurs qu'en fonction de la qualité de sa voie ferrée » (p. 357).

(3) Dans la Pampa sèche argentine, R. GAINARD, 1967, parle de petites exploitations en dessous de 2 000 ha. Les exploitations des colons allemands et italiens du Rio Grande do Sul sont infiniment plus exiguës, leur taille tombant de 77 ha pour les premiers arrivés à 25 ha pour les immigrants de la fin du XIX^e siècle (J. ROCHE, 1959 b).

(4) Les colonies du Haut Uruguay en Rio Grande do Sul (R. PÉBAYLE, 1967) sont ainsi marginales ; trop éloignées pour alimenter les centres du Sud auxquels elles sont mal reliées, elles doivent se tourner vers Curitiba, São Paulo et Rio de Janeiro, éloignés de 800 à 2 000 km.

moins soumis aux lois du marché grâce à l'entraide familiale, à la faiblesse des investissements fonciers et des achats d'outillage ; le développement plus tardif des cultures commerciales en Afrique, une intervention plus marquée de l'Etat font que les prix d'achat des produits sont moins strictement fonction des coûts de transport et moins sensibles aux fluctuations économiques.

L'organisation des terres neuves de l'Amérique atlantique n'est toutefois pas fondée sur les simples lois du marché, et la répartition des activités n'y obéit pas à des modèles purement rationnels. Discrète sans doute la politique économique des Etats acheteurs a modifié les règles économiques simples : on a vu, au Brésil, les Britanniques favoriser le coton par des tarifs de frêt préférentiels ; le gouvernement brésilien de son côté a plus tard incité au développement de certaines productions et l'expansion de la culture du blé dans le Rio Grande do Sul doit beaucoup aux avantages fiscaux et bancaires accordés à ceux qui voulaient bien s'y livrer (1).

Mais, outre ces interventions politiques des facteurs sociaux et culturels introduisent dans le tableau un autre désordre, mettent un grain de folie dans l'arrangement rationnel. Les terres neuves américaines sont souvent à la fois palimpseste et mosaïque : occupées à époques variées, elles reflètent plusieurs conceptions de la société et de l'utilisation du sol, et même des terres voisines et assez semblables sont occupées par des groupes dont l'héritage technique, les formes d'organisation sociale sont très différents. Il en résulte d'extrêmes contrastes et d'évidents manques de logique dans l'utilisation de l'espace.

Une opposition manifeste apparaît entre occupation pastorale et utilisation agricole des terres. Les termes de l'opposition sont les mêmes qu'en Afrique sans doute, mais les rapports de force sont tout autres. Premiers arrivés, les éleveurs ont d'abord choisi la prairie, le « campo », laissant la forêt au cultivateur ; ceci convenait assez bien à leurs préoccupations respectives, mais l'élevage a aussi accaparé les terres les mieux situées par rapport aux villes et aux lieux d'exportation, laissant aux cultivateurs qui vinrent par la suite des territoires plus éloignés. Parce que les possibilités climatiques et pédologiques s'y combinent aux conditions de transport, il n'est sans doute pas de plus bel exemple d'une distribution irrationnelle de l'espace que la Pampa argentine où la zone d'élevage s'étend autour de Buenos Aires, tandis que l'agricul-

ture céréalière a dû s'établir dans la Pampa sèche plus éloignée (2). Aujourd'hui où maintes forêts sont défrichées, où l'évolution des techniques et des productions incite à la mise en culture des « campos », l'agriculteur n'y peut pénétrer qu'en des périodes exceptionnelles de crise (3). En général, membre d'un groupe socialement et politiquement dominant, l'éleveur conserve ses domaines ; s'il le peut, même, en dépit des considérations économiques, il restera éleveur, dût-il adapter son activité et l'intensifier par l'introduction de quelques cultures fourragères ; au mieux, pour profiter de l'essor agricole, il louera des terres à des fermiers, nouveaux pionniers itinérants, riches de matériel mais dénués de terre (4), ou introduira des cultures qui puissent être pratiquées aisément dans le cadre de grands domaines, comme l'agave dans le Nord-Est du Brésil (5). L'élevage demeure une des formes d'utilisation majeures des terres neuves : s'ils ne sont pas partout également en position de force dans le Brésil actuel (6), les éleveurs sont parmi les pionniers les plus actifs le long de la route Brasilia-Belem et jusqu'en Amazonie où le prétendu « enfer vert » cède aujourd'hui parfois brutalement la place au « ranch ».

Contrastant avec la façade atlantique de l'Amérique tropicale, le monde andin et l'Amérique centrale offrent des traits originaux qui nous rapprochent à certains égards des conditions rencontrées en Afrique ou même en Asie.

L'Amérique tropicale montagneuse offrait au début du XIX^e siècle une répartition différente des densités : pas de fort peuplement côtier (d'autant qu'une large part des côtes est désertique ou subaride) contrastant avec un intérieur désert, un « sertão » à la mode brésilienne ; en altitude vivaient des populations relativement nombreuses, qu'il s'agit de vieilles communautés indiennes (comme au Mexique (7), au Pérou (8) ou en Bolivie) ou d'immigrés espagnols comme au

(1) R. PÉBAYLE, 1970.

(2) Selon R. GAINARD, 1967, p. 239 : « La pampa humide de Buenos Aires, potentiellement riche, présente la plus basse productivité, et... la pampa présumée pauvre parce que sèche, concentre une vie rurale et une production agricole proportionnellement beaucoup plus intenses ».

(3) R. PÉBAYLE, 1970, montre qu'au Rio Grande do Sul, le « gel des fermages » en 1956-57 a ruiné beaucoup d'éleveurs et permis l'acquisition de terre par des agriculteurs.

(4) R. PÉBAYLE, 1971.

(5) G. PROST, 1968.

(6) R. PÉBAYLE, 1971.

(7) H. ENJALBERT, 1967.

(8) O. DOLLFUS, 1965.

Vénézuela (1), dont le type d'utilisation du sol est en rapport avec un climat et, partant, avec un certain étage d'altitude. Ce n'étaient pas, comme en Afrique, des montagnes-refuges, mais plutôt, selon l'expression de J. GALLAIS (2) des montagnes jadis dominantes où les communautés villageoises indiennes se sont trouvées liées, dans un système adapté du système féodal, aux grands propriétaires étrangers dont ils ne pouvaient quitter le service. La mobilité de la population n'a pu se manifester que du jour où, par une révolution (comme au Mexique), ou par l'effet d'une évolution spontanée des grands domaines (comme au Pérou (3)), les paysans n'ont plus été juridiquement fixés à la terre. Des glissements ont pu alors s'opérer soit à une même altitude, soit plus souvent vers des terres basses aux possibilités nouvelles : ce sont d'une part les versants humides des « cejas de montaña » du Pérou (4) ou de Bolivie (5), ou la façade atlantique du Mexique, de l'autre les plaines littorales sèches du versant pacifique. D'un côté s'ouvrent les perspectives de cultures arbustives de « plantation », de l'autre la mise en valeur implique des aménagements hydrauliques. Théoriquement, le versant amazonien des Andes offrirait des conditions favorables à l'expansion de petits agriculteurs créateurs de vergers commerciaux ; mais les conditions naturelles, point toujours excellentes d'ailleurs, sont contrariées par l'héritage du passé et les structures socio-économiques d'ensemble : même dans des régions désertes, inexplorées, inhospitalières, la bourgeoisie contrôle largement les terres et plus clairement encore les moyens d'évacuation. La terre neuve voit se reproduire avec une rapidité extrême les conditions sociales d'exploitation que connaissent les zones de départ ; d'où des conflits sociaux, bien étudiés au Pérou dans la vallée de la Convención, dont la brutalité est sans doute accentuée par le caractère plus bouillant des pionniers et par l'isolement (6). La terre neuve contribuera-t-elle ainsi à forger un nouveau type d'homme, selon l'idéologie nord-américaine, et à réformer la nation ? Ceci ne semble encore qu'une fragile éventualité.

Mieux situées, puisque côtières, les basses terres arides sont aujourd'hui l'objet d'une mise en valeur

plus importante, mais qui implique des investissements élevés, le plus souvent restés le fait d'entreprises privées ; de toute manière dans la plupart des cas, la nouvelle répartition des terres s'est opérée au bénéfice des plus gros possédants (7). Permettant une rationalisation de l'agriculture, le progrès du contrôle de l'eau sur de grands domaines a en fait provoqué une réduction de l'emploi agricole : sur les oasis de la côte péruvienne, si une fraction de la population, employée de manière permanente, a vu son statut s'améliorer, le nombre des journaliers sans emploi s'est considérablement accru (8) ; il n'est pas question d'encourager ici la venue de populations des hautes terres. L'occupation des côtes mexicaines, sensiblement plus poussée et plus intensive, a par contre permis, grâce à une intervention plus vigoureuse de l'Etat, l'attribution de lots à des paysans et parfois une certaine immigration. Mais l'Etat mexicain lui-même a sans cesse balancé entre l'initiative publique et l'encouragement aux entreprises privées (9).

Pour des raisons politiques, le Mexique fut le premier pays où se soit développée, non sans vicissitudes, une colonisation planifiée des terres neuves. Cette forme d'organisation de l'espace, largement ignorée sur la façade atlantique, prend aujourd'hui quelque ampleur dans plusieurs états andins où elle se traduit parfois, comme dans le Pérou de Belaunde, par la recherche d'une idéologie nationale (10). Maintes causes concourent à cet effet : la pression démographique sensible sur les Hautes Terres, le désir, rarement désintéressé, de mener une « politique indienne » dans des pays qui, à la différence du Brésil et de l'Argentine revendiquent leur passé pré-colonial, le souci persistant d'occuper les espaces frontaliers déserts, l'absence d'immigrants capables d'acheter comptant ou à crédit des terres nouvelles. Parfois, comme au Paraguay, l'incapacité des gouvernements laisse à l'état de pur principe les projets de colonisation encadrée (11) ailleurs par contre (en Bolivie, au Pérou, et surtout au Mexique) naissent des périmètres de colonisation qu'on peut sans doute comparer (ne serait-ce que par leur faible étendue) aux zones de colonisation planifiée du continent africain.

(1) J. TRICART, 1961.

(2) J. GALLAIS, 1961.

(3) O. DOLLFUS, 1967.

(4) O. DOLLFUS, 1965.

(5) P. MONBEIG, 1957.

(6) O. DOLLFUS, 1967.

(7) C. COLLIN-DELAUVAUD, 1968.

(8) C. COLLIN-DELAUVAUD, 1967, 1968.

(9) H. ENJALBERT, 1967, décrit de manière détaillée les diverses phases de la politique agraire au Mexique.

(10) O. DOLLFUS, 1965.

(11) R. GAIGNARD, 1968, 1969.

IV. ESQUISSE D'UN BILAN ET LIGNES DE RECHERCHE

Il serait indispensable, mais il est encore impossible, de dresser un bilan chiffré de la colonisation des terres neuves dans le monde tropical. Cette tâche mériterait d'être entreprise dans les années à venir et nous devons au moins commencer à poser les bases d'un jugement.

Tâche impossible, avons-nous dit : elle l'est certes pour le chercheur isolé ; elle le serait sans doute même à des équipes. Nous manquons d'abord du minimum d'instruments nécessaire. Les recensements, quand ils existent, ne fournissent pas d'éléments statistiques valables pour une évaluation des migrations (et a fortiori de la stabilité des émigrés) ; plus qu'ailleurs encore, nous ignorons l'étendue des superficies mises en culture, le degré de stabilité de l'utilisation du sol ; nous manquons d'éléments sérieux pour établir les productions, les temps de travaux, les budgets. Il est inutile de s'étendre sur ces faits bien connus, mais il convient de combler cette ignorance dans les années à venir et déjà se multiplient, chez les chercheurs français, les études qui visent à établir les effets démographiques et économiques des mouvements pionniers (1). Plus grave, car plus difficile à combler, est la grande ignorance où nous sommes — hors du continent américain — de l'évolution passée de la colonisation des terres neuves ; celle-ci est restée souvent un phénomène caché, voire clandestin, dont nous ne pourrions que difficilement retracer le déroulement précis. Or un tel bilan serait d'un haut intérêt scientifique, et permettrait de formuler plus valablement des hypothèses sur l'évolution future. Réduits à dresser un état de la situation actuelle, les chercheurs sont donc souvent fort en peine pour le situer dans un processus général : il leur faut miser largement sur le futur, risquer sur lui des hypothèses hasardeuses ou se résigner à voir venir.

Hors de ces questions de circonstance, il existe d'autre part un problème de fond : sur quels critères peut-on juger le succès ou l'échec de la colonisation agricole des terres neuves ? Trois références pourraient être adoptées : on peut juger le phénomène selon

les résultats qu'en escomptent les puissances publiques et les planificateurs ; on peut le considérer selon les objectifs, sans doute différents, qu'une analyse géographique permet de suggérer ; on peut enfin prendre comme bases d'un jugement les intentions des émigrants eux-mêmes. Ces trois positions sont en général difficilement conciliables, et varient de surcroît selon les lieux et les époques ; aucune, pourtant, ne peut être entièrement négligée. L'esquisse d'un bilan devrait donc débiter par une définition de la nature du bilan lui-même.

Diverses idéologies du développement peuvent fonder sur les terres neuves des espoirs différents voire contradictoires. Entre elles cependant semble exister un point commun : toutes, ou presque, attendent de ce « lebensraum » la solution des problèmes majeurs. La terre neuve est issue de secours démographique, voie royale de la croissance, voire creuset d'une nation nouvelle. L'importance fondamentale qui lui est attribuée dans les idéologies contribue à expliquer qu'elle soit le lieu où l'on s'efforce d'appliquer le plus systématiquement, et parfois de manière caricaturale, les principes qui régissent l'économie et la politique des Etats, de la libre concurrence à l'économie planifiée.

On a pu voir dans la terre neuve un exutoire pour les excédents démographiques : ce n'est pas une conception récente, mais l'accroissement accéléré de la population dans les dernières décennies lui a donné plus d'audience. On espère parfois installer en terres neuves une très large fraction, sinon la totalité, des excédents de population, dans l'idée qu'un développement agricole n'est plus possible au-delà d'un certain seuil de densité rurale. Ce mode de raisonnement est aujourd'hui très répandu et aboutit à des plans de migration parfois extravagants : nous n'en citerons qu'un, touchant Madagascar, où l'on voulait tout récemment, pour freiner l'accroissement démographique de l'Imerina rurale, faire émigrer dans le Moyen-Ouest 3 000 familles chaque année (2). Face à de telles ambitions, le géographe se doit de poser deux questions : ce mouvement est-il possible ? Est-il, d'autre part, nécessaire ?

A la première question, on ne peut qu'apporter une réponse négative. Comment peut-on espérer, lorsqu'une population double en un quart de siècle, rapprocher de zéro l'accroissement des zones très peuplées, dont l'accroissement naturel est sans doute supérieur à la moyenne nationale ? Pour y parvenir,

(1) Citons les études de la Section de Géographie de l'ORSTOM à Madagascar et, au Sénégal, le remarquable travail des économistes de l'ORSTOM sur les Mourid (J. ROCH, 1968, G. ROCHETEAU, 1970, 1971).

(2) J.P. RAISON, 1971.

il faudrait pratiquement faire émigrer à très bref délai la moitié de la population (1) : on ne peut croire que les sociétés rurales y soient prêtes, et si d'aventure certaines s'y prêtaient, ce serait sans doute à la suite d'une crise si profonde que leur promotion ultérieure relèverait de l'utopie. Une émigration d'une telle ampleur aurait d'autres conséquences : à moins de disposer de terres neuves exceptionnellement étendues (et qu'on réalise alors un éparpillement dispendieux du peuplement) elle impliquerait l'établissement brutal de densités certes moins fortes que dans les régions de départ, mais déjà fort élevées. Or une forte densité rurale ne se crée pas ex nihilo, elle résulte d'équilibres délicats dans les techniques agricoles, les rapports entre campagnes et villes ou bourgs, qui s'établissent progressivement. Nous faisons nôtres sur ce point les remarques de P. GOUROU, traitant pourtant du Sud du Vietnam, une région où les civilisations agricoles ont prouvé leur aptitude à peupler densément l'espace dans un laps de temps limité : « Il est... inexact de supposer qu'une région vide ou peu peuplée pourra recevoir un contingent d'immigrants tel que sa population pourra être brutalement portée à une densité de 160 au km². Une telle densité rurale est déjà le résultat d'une adaptation perfectionnée de l'homme au milieu, d'une utilisation habile de toutes les ressources » (2). Les colons pionniers, au demeurant, se refuseraient sans doute pour la plupart à être les instruments d'une telle politique : s'ils acceptent de rompre une large part de leurs attaches avec leurs pays, c'est pour travailler moins et (ou) gagner davantage, deux buts qui les poussent, nous le verrons mieux plus loin, à disposer de larges surfaces, et donc à maintenir des densités médiocres sur les terres neuves. Un peuplement dense ne résulte en fait que d'une immigration progressive et spontanée, telle que les nouveaux venus soient accueillis ou acceptés par les premiers arrivés, et que les problèmes posés par l'accroissement de la densité puissent être résolus par la société rurale elle-même.

Même lorsque, cas assez rare, la colonisation des terres neuves parvient à provoquer le déplacement suivi d'effectifs humains considérables, son effet démographique sur les zones de départ est très faible.

(1) Une fraction plus faible pourrait suffire si seuls partaient de jeunes ménages, mais l'émigration systématique des plus actifs aurait des conséquences très fâcheuses pour les régions de départ, et la société des terres neuves, pour être équilibrée, a besoin aussi d'immigrants d'un certain âge. L'exploitant jeune et inexpérimenté ne fait pas d'ailleurs toujours un bon agriculteur et un colon stable.

(2) P. GOUROU, 1940, pp. 148-149.

Une très belle illustration de ce fait nous est fournie par les travaux de R. GAINARD au Paraguay (3). Ce pays, dont près de 60 % de la population sont concentrés sur moins de 3 % de la surface, s'est lancé récemment dans une entreprise aussi vaste que désordonnée d'occupation de la forêt orientale déserte. Environ 500 000 personnes (près d'un quart de la population du pays) se sont déplacées en moins de quinze ans sans que la densité de la région centrale ait réellement diminuée ; les émigrants ont été, en fait, des ouvriers agricoles et des squatters qui vivaient déjà aux abords de la forêt. L'occupation des terres neuves apparaît ici comme une « fuite en avant destinée à résoudre aux moindres frais le problème du contrôle de l'espace potentiellement national, tout en évitant soigneusement de modifier des structures sociales et économiques » (4). Lorsque, de surcroît, on veut organiser une colonisation planifiée moderne, par des aménagement coûteux, on ne peut espérer d'effets démographiques : J. REVEL-MOUROZ (5) a montré que sur les terres neuves mexicaines du golfe du Mexique les périmètres de colonisation nouveaux n'avaient même pas pu absorber tout l'accroissement local de la population.

Sans doute serait-il abusif de nier tout effet démographique à la colonisation des terres neuves : il semble par exemple que la mobilité de sa population ait permis au vieux pays wolof d'adapter remarquablement ses densités aux potentialités des terroirs, mais il est peu probable que cette croissance modérée se maintienne avec un taux d'accroissement naturel plus fort et une saturation des anciennes terres vierges (6). L'espoir de voir les terres neuves résoudre les problèmes démographiques du monde tropical nous paraît dans l'ensemble une utopie dangereuse ; on ne peut même attendre des mouvements de migration un court répit car ils ne peuvent être que progressifs et ne sauraient prendre la forme d'un rush instantané. Enfin, il est vain et dangereux en tout cas de vouloir réaliser une colonisation de peuplement sous une forme strictement dirigée : les entreprises planifiées sont dans l'état actuel trop coûteuses pour être menées à grande échelle, et pour ne pas travailler à fonds perdus on doit s'y soucier d'un rendement économique difficilement conciliable avec une entreprise aux buts de peuplement affirmés. Le périmètre

(3) R. GAINARD, 1968.

(4) R. GAINARD, 1968, p. 1.

(5) J. REVEL-MOUROZ, 1972.

(6) P. PÉLISSIER, 1966.

de colonisation le plus attirant est, en règle générale, le moins coûteux (1).

S'il n'apparaît pas possible que la colonisation des terres neuves ait des effets démographiques importants, il est heureux que, d'autre part, ceux-ci n'apparaissent pas indispensables. L'opinion couramment admise dans les milieux techniciens est de type néo-malthusien : on y pense que les fortes densités rurales rendent impossible la naissance d'un surplus commercialisable. Pour que celui-ci apparaisse, il faudrait que le nombre des exploitations diminue ou, faute de mieux, reste stable afin que, par un accroissement progressif des investissements, on parvienne à une augmentation des rendements. Or il apparaît à beaucoup de chercheurs que l'évolution de l'agriculture n'est pas la cause de l'augmentation de la population mais sa conséquence, thèse sous-jacente à beaucoup de travaux français de géographie et d'histoire rurale, soutenue par des économistes comme A. SAUVY, et qui a été, il y a quelques années, vulgarisée avec éclat dans le monde anglo-saxon par E. BOSERUP (2).

Ceci nous semble particulièrement frappant aujourd'hui encore dans le monde tropical où, sauf très rares exceptions, la croissance industrielle ne peut encore remplacer une croissance de la population agricole par un accroissement de la productivité du travail. De multiples études géographiques montrent qu'il se produit encore aujourd'hui une immigration rurale vers des régions de forte densité (3) ; ce mouvement, qui peut surprendre, s'explique certes pour partie par des motivations sociales — les régions denses sont généralement mieux équipées — voire sanitaires — le contrôle du milieu y est plus poussé — mais il peut être aussi lié à des motifs économiques : il caractérise le plus souvent des régions peuplées où se sont établies des cultures de haut rapport, dont, faute d'espace, l'accroissement exige des façons plus intensives. En effet, pour qu'une intensification de la production

se produise sans augmentation du nombre d'heures de travail à l'hectare, il faudrait qu'il existe un rapport favorable entre le coût des équipements et le prix des denrées agricoles ; or dans le monde tropical les équipements sont chers, les denrées achetées à bas prix et le rapport défavorable s'accroît avec la dégradation des termes de l'échange. Reste à importer de la main d'œuvre, moins coûteuse.

La seule issue pour une population rurale dense est la production de biens de plus grande valeur qui permet un accroissement de la population, mais ce n'est bien souvent pas dans les régions les plus peuplées qu'ont été introduites les cultures commerciales de plus haut prix. A cette tendance, on peut certes trouver de nombreuses exceptions comme, en Afrique, les montagnes d'Afrique orientale, les plateaux bamiléké, le pays yoruba, mais la terre neuve attire en général davantage les cultures de bon rapport. Pourtant, il semble évident que si, dans des régions de fort peuplement, on veut accroître par de forts investissements les rendements de cultures de faible valeur, on a peu de chances de parvenir à un résultat économique positif et on abaissera tout au plus la rémunération de l'heure de travail humain ; il convient d'y favoriser les cultures les plus riches, supportant les façons intensives, fût-ce au détriment relatif des terres neuves. Celles-ci peuvent assurément garantir une rémunération bien supérieure du travail et fournir d'importants surplus commercialisables. Faut-il, pour autant, y voir les lieux privilégiés de développement d'une forte production grâce à une agriculture moderne ? Soulignons ici combien, dans la pensée des « développeurs » ces deux thèmes de production et de modernité sont étroitement liés, de manière en fait assez artificielle. Selon ces schémas, il semble inconcevable d'augmenter la production autrement que par le raffinement technique et, en fait, l'investissement monétaire. On s'accroche d'autant plus à ce mythe qu'on se forge une idée toute particulière des terres neuves ; on les traite comme des espaces vierges qu'on peut utiliser de manière toute nouvelle, un lieu où s'établissent des colons, qui, ayant rompu avec leur pays d'origine, brisent aussi avec des traditions paralysantes et sont prêts à de nouvelles aventures. Les pages précédentes ont montré, pensons-nous, la vanité de ces illusions. Certes, l'émigrant n'est pas toujours, sans doute même n'est-il pas dans la majorité des cas, un misérable que sa pauvreté pousse à une aventure sans grand espoir (4). Il peut fréquemment être un homme entre-

(1) J. CHAMPAUD, 1971, donne une excellente illustration de ce fait. En bordure du pays bamiléké, le long de la route Bafang-Yabassi, une zone de colonisation coûteuse n'a accueilli entre 1966 et 1971 que 2 500 personnes, alors qu'on en espère au bout du compte 25 000. Dans l'arrondissement de Galim, une entreprise de très faible coût a attiré en un an 113 colons et de nombreuses demandes n'ont pu être satisfaites. Selon l'auteur, « les candidats sont proportionnellement plus nombreux là où ils sont moins aidés ». Voir aussi J.C. BARBIER, 1971.

(2) E. BOSERUP : *The conditions of agricultural growth*. Londres, Allen and Unwin, 1969.

(3) Ceci apparaît fort bien dans les enquêtes menées sur la population des plaines de Tananarive par M. BIED-CHARRETON, J.L. LEBRAS et J. WURTZ, Géographes ORSTOM.

(4) Cf. G. ROCHETEAU, 1970.

prenant et dynamique, mais il ne rompt pas pour autant toute attache, n'est pas prêt à adopter n'importe quelle forme de vie sociale ; il n'est pas un ignorant fermé à tout raisonnement économique, mais sa forme de raisonnement n'est simplement pas celle que l'économiste européen attend de lui (1).

Un des soucis de l'agriculteur dans le monde tropical est de valoriser au maximum son temps de travail, et l'émigration en terres neuves lui en fournit une bonne occasion. Or, dans l'état actuel sinon des techniques du moins de l'économie, c'est encore aujourd'hui, dans les pays tropicaux, la culture extensive qui assure le mieux cette valorisation. Le retour à des façons extensives qu'on observe très généralement sur les terres neuves n'est pas l'effet de la paresse mais d'un calcul économique ; il n'implique pas, même si cela se produit fréquemment, une diminution de la durée du travail (2), mais ce travail vise d'abord à l'accroissement de la surface cultivée. La culture extensive n'implique certes pas le refus de tout équipement et les terres neuves arachidières du Sénégal nous montrent des paysans très portés à acheter semoirs ou sarcluses attelées, mais ces instruments sont acquis parce que, dans le cadre d'un système extensif, leur emploi permet de mieux valoriser le travail humain, d'éviter certains goulots d'étranglement dans le calendrier agricole qui freineraient l'extension des superficies cultivées. Le souci de valorisation du travail est même tel qu'on accroît aujourd'hui de préférence, au Sénégal oriental, les surfaces consacrées au mil, au détriment de l'arachide, parce que le matériel disponible s'applique mieux au sarclage du mil et donne plus grande valeur au travail consacré à cette plante (3).

Il serait donc faux de dire que l'agriculture des terres neuves ne peut être moderne : encore faut-il s'entendre sur le sens qu'on donne à ce vocable ambigu. Moderne, la pratique du colon l'est par l'intérêt porté à la vente de ses produits, elle l'est aussi par l'achat de certains matériels agricoles ; elle ne l'est pas et elle ne le sera sans doute pas à court terme par l'augmentation du temps de travail

à l'hectare ni par certaines dépenses d'exploitation visant à l'intensification, comme, par exemple, l'emploi d'engrais. Ce deuxième type de « modernisation » n'est déjà pas systématiquement le fait des entreprises modernes, du type des plantations, qui s'établissent sur les terres neuves : raisonnant en termes économiques, elle n'intensifieront leurs façons ou n'investiront en équipement que selon les rapports qui existent entre les disponibilités en terre, le coût de la main d'œuvre et le coût des équipements. Il est absurde d'espérer voir agir autrement des paysans sensibles à la valeur de leur travail (4) et pour qui l'argent est plus rare et, en général, plus cher.

On comprend, dès lors, l'échec à peu près général des tentatives de colonisation planifiée : elles prétendent, dans les terres neuves, faire l'économie de toute une série de phases d'évolution qu'ont connues les pays actuellement développés, et elles prétendent le faire dans les régions les moins aptes à l'admettre. Dans la majorité des cas, l'aménagement de zones de colonisation planifiée est coûteux par un recours abusif aux techniques et aux techniciens des pays « développés » (5) ; il est rendu plus coûteux encore par les nombreuses erreurs commises sur des terres qu'on connaît mal (6). On tente donc de justifier ces investissements par des rendements à l'hectare d'emblée très élevés que ne recherchent pas les immigrants. On ne peut approcher ces rendements qu'en augmentant l'encadrement technique, en effectuant de nombreuses façons à la place du paysan (et donc en les rendant plus coûteuses en numéraire) ; largement dépossédé de la gestion de ses terres, le paysan-colon est peu à peu réduit à un statut composite, combinant les risques financiers de l'exploitant individuel, la faible rémunération et l'instabilité du salarié ou du métayer. En fait, d'ailleurs, sauf dans les entreprises si coûteuses qu'elles ne se maintiennent que par la contrainte technique et personnelle, dans la plupart des périmètres planifiés, l'initiative individuelle des immigrants reprend peu à peu le dessus ; J. BOUTRAIS (7) le souligne pour deux blocs de colonisation destinés à accueillir des montagnards du Nord-Cameroun.

(1) Comme l'écrit G. ROCHETEAU (1970, pp. 55) : « l'exploitation pionnière demeure... une exploitation paysanne où le comportement du producteur est essentiellement basé sur des calculs d'utilité du travail, et très éloignée d'une exploitation capitaliste axée sur la recherche du profit et la prise en considération du coût des facteurs de production ».

(2) L'étude de ROCHETEAU montre une très forte augmentation de la durée du travail agricole dans les terres neuves par rapport aux régions d'émigration.

(3) G. ROCHETEAU, 1971.

(4) Des paysans qui ont aussi un sens très sain de la valeur de ce que nous appelons « non-travail ».

(5) Le coût de l'hectare aménagé dans le périmètre de la Samangoky (Madagascar) était de l'ordre de 600 000 F malgaches (12 000 F français) en 1967 (J.P. RAISON, 1968), et approcherait aujourd'hui de 1 million de F malgaches.

(6) P. GOUROU, 1955, en donne un bon exemple, à propos du Plan des Arachides.

(7) J. BOUTRAIS, 1970.

Les règles de fonctionnement sont peu à peu tournées, réinterprétées ; le colon trouve sa propre logique d'exploitation des sols. On peut, en un sens, s'en réjouir. On notera cependant que cette adaptation des méthodes d'utilisation aux possibilités et aux visées paysannes ne se fait pas sans heurts, et n'est pas forcément la meilleure possible ; avec ses contraintes sévères au départ, le périmètre planifié n'attire guère l'immigrant et n'assure pas une exploitation rationnelle du sol. De nombreuses enquêtes ont montré que les immigrants qu'il reçoit sont souvent les laissés pour compte de la société rurale. Ainsi dans le Moyen-Ouest malgache, les habitants des zones de colonisation sont pour une large part déjà sortis depuis longtemps du milieu paysan proprement dit (1), urbains qu'on veut faire revenir à la terre, salariés de concessions d'élevage ou des entreprises de colonisation elles-mêmes, ils sont prêts non à se conformer aux schémas théoriques d'exploitation individuelle moderne, mais à la pratique réelle qui est celle d'un demi-salariat, tournant parfois à l'assistance déguisée. Le processus logique d'évolution est donc accéléré par l'attitude des immigrants eux-mêmes : on est fort éloigné de l'utopie, inspirée du modèle nord-américain, du pionnier entreprenant.

Il est plus difficile au géographe de discuter d'autres objectifs théoriques de la colonisation des terres neuves tropicales, parce qu'ils débordent du cadre de l'utilisation techniquement rationnelle de l'espace et relèvent largement d'objectifs politiques. On veut par exemple que la colonisation des terres neuves soit un grand objectif national capable de soulever les énergies patriotiques (2) ; nous pouvons nous demander si ce n'est pas aussi un alibi permettant d'esquiver les problèmes fondamentaux d'ordre social et foncier qui se posent dans les régions peuplées et qui se poseront en fait rapidement dans les terres neuves. On veut que, dans les terres neuves, des colons d'origine variée réalisent l'unité nationale ; mais l'occupation des espaces vides ne s'opère-t-elle pas souvent en reproduisant le morcellement ethnique ? On veut, objectif apparemment plus rationnel, combler les vides de la carte des densités pour améliorer la rentabilité des voies de communication qui unissent d'abord des îlots denses dispersés ; ce but serait légitime si au coût d'entretien des voies de communication ne s'ajoutait pas alors le coût d'établissement

de zones de colonisation déficitaires et le prix, très élevé par habitant, d'une infrastructure administrative, technique, sociale assez dense : on n'est plus au temps où la création de routes, qui ne pouvaient être entretenues que par le travail humain, incitait à l'établissement de colons (3) ; l'emploi de machines permet sans doute ici des économies sensibles, d'autant que la création de centres de peuplement est plus onéreuse que jadis, en raison des besoins croissants et légitimes des populations.

Que peut-on donc, raisonnablement attendre de la colonisation des terres neuves, et dans quelle mesure ces objectifs plus limités sont-ils en passe d'être atteints ? S'il ne faut pas espérer soulager sensiblement la pression démographique dans les régions déjà peuplées, on peut espérer, grâce à une politique nuancée d'encouragement et d'orientation des mouvements, peupler plus vite aujourd'hui des régions, voire des Etats, vides. L'intensité des mouvements d'émigration spontanée, notamment en Afrique où l'administration ne se montre plus si soucieuse que jadis de fixer les hommes, montre que cette vue n'est pas utopique. Est-elle pour autant raisonnable ? Le peuplement, sauf pour des motifs politiques, n'est pas un objectif en soi, et il ne semble par exemple pas nécessaire de peupler les régions vides du Gabon, dont les richesses (bois, minerais) peuvent être exploitées avec une main d'œuvre réduite.

En fait, au-delà de l'avantage secondaire d'assurer à une minorité de la population rurale un niveau de vie parfois (mais pas toujours) plus élevé, la colonisation des terres neuves ne se justifie réellement que si elle permet l'accroissement rapide de la production commercialisable, sans toutefois hypothéquer l'avenir des terres. Pour le premier point, les mouvements pionniers achevés ou en cours ont largement, parfois même à l'excès, répondu aux objectifs : la quasi totalité du café du Brésil a été produite sur des terres neuves ; il en va de même pour la plupart des productions commercialisables de l'Argentine ; sans bilans chiffrés précis, difficiles à établir dans le détail (4), on peut cependant estimer que la part des terres neuves est primordiale pour la production de café et de cacao de Côte d'Ivoire, d'arachide au Sénégal,

(1) Ceci est clairement montré par les études de M. DELENNE et J.C. ROUX, géographes ORSTOM, sur les périmètres de colonisation du B.D.P.A. dans le Moyen-Ouest malgache.

(2) O. DOLLFUS, 1965.

(3) Un bel exemple est celui de la colonisation organisée des Kabré le long de la route Atakpamé-Sokodé (B. LUCIEN-BRUN, 1967).

(4) S'il est possible de faire la part de quelques régions entièrement pionnières, on ne peut distinguer la production des espaces neufs dans des régions antérieurement peuplées de manière discontinue.

du coton au Mali ou au Cameroun, pour le poivre et le café du Cambodge. Ces quelques exemples montrent toutefois déjà que l'importance nationale de ces productions est variée. Certains Etats en obtiennent l'essentiel de leurs exportations agricoles (c'est le cas du Brésil, de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal), mais parfois, comme au Cambodge, ces produits ne jouent qu'un rôle très limité dans le bilan d'ensemble de l'économie nationale ; le cas de Madagascar enfin n'est pas exceptionnel, où, hormis le sucre, produit de grandes plantations, et dans une certaine mesure la vanille, les terres neuves ne jouent qu'un rôle négligeable dans le commerce extérieur.

Pour donner un aperçu de l'importance de la production des terres neuves, nous avons dû évoquer des cultures d'exportation, pour la seule raison qu'elles nous sont moins mal connues que les autres, mais rien ne prouve que ce sont les productions les mieux adaptées aux régions de peuplement récent, ni les plus importantes pour le pays. Bien souvent, les régions fortement et traditionnellement peuplées peuvent assurer une production exportable plus stable et de meilleure qualité (1) : elles ont d'ailleurs besoin de ces ressources. L'orientation vers le produit d'exportation brut et de peu de valeur, souvent donnée par l'activité des terres neuves, et qui maintes fois correspond aux souhaits intéressés des pays industrialisés, s'étend parfois spontanément aux régions de fort peuplement, dont elle peut, de manière catastrophique, désorganiser le système de cultures : le cas du Sénégal en est une tragique mais parfaite illustration (2).

Pour peu qu'elle soit correctement reliée au reste du pays, la terre neuve, où les paysans profitent d'un certain nombre d'avantages appréciables — surfaces étendues, sols supérieurs à la moyenne — et où les façons culturales resteront un bon temps médiocres, peut être destinée à satisfaire moins le commerce d'exportation que certains besoins essentiels du marché intérieur. Produire pour les consommateurs nationaux, particuliers ou industries, n'a rien en soi de déshonorant et ce type d'activité est même souvent souhaitable pour l'économie nationale. On peut donc préconiser une politique de spécialisation régionale qui favorise d'abord le développement des cultures « riches » dans les régions les plus peuplées : force est de constater qu'il n'en va pas souvent ainsi aujourd'hui.

(1) P. GOUROU, 1954, a souligné que la rentabilité du chemin de fer Mombasa-Kampala avait été assurée par la production des plantations paysannes du Buganda et non par les concessions européennes du Kenya.

(2) P. PÉLISSIER, 1966.

Dans l'état actuel des techniques et de l'économie du monde tropical, les terres neuves ne parviendront à une maturité agricole que lorsqu'elles auront cessé d'être terres neuves, c'est-à-dire qu'elles atteindront un seuil de densité suffisant pour qu'un processus d'intensification de l'agriculture se manifeste. Y parvenir rapidement et sans dégâts n'est certainement pas chose facile ni garantie. On a souvent dit, avec raison, que l'histoire logique de l'occupation des espaces vides est celle d'une exploitation abusive suivie d'un demi abandon. On peut en prendre pour exemple beaucoup de fronts pionniers américains ; et par exemple les colonies d'Allemands et d'Italiens du Sud du Brésil (3) : le sol, exploité par brûlis, et en même temps soigneusement, trop soigneusement, sarclé, s'y épuise vite et les colons pratiquent la fuite en avant vers d'autres terres à défricher. Sans doute peut-on considérer que les immigrants européens étaient mal préparés à l'agriculture sous les tropiques ; certes, ils pouvaient avoir un esprit minier, plus que pionnier, d'étrangers qui n'ont guère de motifs d'être attachés à la terre ; mais le motif essentiel de cet échec nous semble d'une autre nature. Dans le Sud du Brésil, on a voulu, aux moindres frais établir brusquement une population déjà relativement considérable : on a donc fait de ces « colonies » des régions plus peuplées que les terres neuves ne devraient l'être dans une première phase, sans pour autant leur assurer un environnement technique et social, des moyens d'évacuation autres que ceux des pures régions pionnières : dans ces conditions est apparue une agriculture pionnière sans espace, finalement dévoreuse de sols.

Pour être vite un atout sérieux des pays tropicaux, la terre neuve doit donc être peuplée rapidement mais non brutalement ; elle doit l'être de manière telle que les colons prennent conscience personnellement, et donc assument les conséquences, de cette croissance démographique. Ceci n'est possible que par une colonisation spontanée que l'état s'efforce d'encourager et d'orienter par des mesures appropriées : celles-ci, variables suivant les pays et les régions, pourront être choisies par une analyse serrée des conditions et des modalités de l'immigration spontanée et de ses rapports avec l'évolution des régions de départ. A l'accroissement de la population doit se combiner une évolution des techniques : il faut alors saisir à partir de quel seuil de densité les divers modes d'intensification deviennent possibles et souhaités par les immigrants. La détermination

(3) R. PÉBAYLE, 1967.

de ces seuils critiques est capitale si l'on veut éviter dégradation du milieu, fuite en avant, bref poursuite d'un phénomène « pionnier » spectaculaire mais peu souhaitable. Si une telle évolution démographique et technique est possible, il sera alors plus facile d'assurer assez vite, mais à un coût raisonnable, dans les régions pionnières la satisfaction de besoins sociaux dont la charge par habitant est souvent prohibitive dans des contrées peu peuplées.

Le choix, qui semble légitime, d'une immigration spontanée (à des degrés divers), quoique sérieusement canalisée et d'une intervention technique adaptée aux densités, laisse peu de place assurément à la colonisation strictement planifiée, pourtant si fréquemment montée en épingle. La création de ce type de périmètres, et plus encore leur maintien en dépit d'échecs répétés, relèvent plus de vues politiques que d'une logique géographique, résultent plus souvent des intérêts du monde industriel que des nécessités économiques du monde tropical. Certes, l'analyse de cas parvient toujours à montrer que les échecs de la colonisation planifiée viennent de simples erreurs techniques ; il n'est pas douteux que celles-ci existent, il est curieux qu'elles se renouvellent avec une telle régularité et avec des conséquences si constamment mortelles. On peut penser que longtemps encore, dans les pays tropicaux, les techniques modernes s'appliqueront imparfaitement au milieu, que des erreurs subsisteront donc ; celles-ci pourront être surmontées et corrigées par des entreprises financièrement solides, ou par des paysans forts de leur nombre et de leur connaissance empirique du milieu : elles ne le seront pas par des « pionniers » peu soucieux de modernisme technique parce qu'ils ont d'autres issues. Le plus souvent, ce n'est pas l'erreur qui est condamnable, c'est l'incapacité à la corriger. Si même les erreurs techniques sont évitées, le calcul économique est souvent fautif : l'entreprise planifiée atteint rarement les rendements prévus et ne dépasse souvent guère ceux de la colonisation spontanée, tant en raison de la mauvaise qualité du recrutement des immigrants que parce que les paysans n'ont guère d'intérêt personnel à des rendements élevés. On est généralement pris dans un dilemme : établi tôt sur des terres vides, le périmètre de colonisation planifiée permet une organisation rationnelle de l'espace, il s'établit sans problèmes fonciers graves, mais il ne peut être un pôle d'intensification agricole pour les paysans d'alentour ; établi plus tard, dans des régions déjà assez peuplées pour que les techniques agricoles évoluent, il pourrait être un utile foyer de diffusion des innovations et sa présence pourrait justifier des investissements d'intérêt général, mais il ne peut

alors être créé sans heurts, qui vont jusqu'à provoquer, au moins un temps, une régression dans l'utilisation du sol (1). L'idéal serait sans doute que, dans une planification à long terme, on puisse réserver à l'avance des espaces que l'on organiserait rationnellement en temps opportun : ceux-ci pourraient être soit des milieux typiques des zones de faible peuplement — mais il est difficile de les ménager — soit des espaces difficilement utilisables, selon les techniques élémentaires : il est plus aisé de les mettre en défens, mais leur utilisation rationnelle n'aura guère ensuite valeur d'exemple.

La colonisation planifiée rationnelle des terres neuves semble inéluctablement coûteuse : dans un des rares travaux français qui ait tenté une analyse économique régionale de ce type d'entreprise, J. REVEL-MOUROZ a montré que la colonisation revenait sensiblement plus cher qu'un effort d'industrialisation (2).

On justifie souvent d'autre part les entreprises actuelles de colonisation planifiée les plus coûteuses par des nécessités techniques et par l'urgence. Seule l'irrigation pouvait, paraît-il, permettre la culture cotonnière au Mali, seules les techniques les plus modernes de l'irrigation auraient permis le développement cotonnier dans l'Ouest malgache. L'absurdité de ces prétentions apparaît aujourd'hui. Bien des terres irriguées de l'Office du Niger pouvaient être cultivées en coton pluvial (3) ; il y a dans les « baiboho » de l'Ouest malgache d'amples possibilités de culture cotonnière de décrue, sans parler de la culture sous pluie qui a fait aussi la preuve de son efficacité.

Si on a quelque lieu de se soucier de l'ampleur et de l'urgence des problèmes du monde tropical, il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. Les problèmes sont urgents dans les régions de fort peuplement et leurs habitants le savent ; dans les terres neuves, il ne faut pas céder à l'empirement pionnier mais considérer qu'on a un certain délai, et qu'on ne doit pas perdre du temps sous prétexte d'en gagner. Il faut savoir utiliser d'abord les terres les plus faciles

(1) L'étude de G. ROY, 1966, sur la SOMASAK, est particulièrement intéressante sur ce point.

(2) J. REVEL-MOUROZ, 1972. L'auteur précise toutefois qu'on inclut dans les coûts de la colonisation des investissements en infrastructure dont on ne tient pas compte pour les aménagements industriels ; il ajoute qu'on peut difficilement évaluer les effets, pourtant incontestables, de la colonisation sur l'essor urbain.

(3) J.C. DE WILDE : *Expériences de développement agricole en Afrique tropicale*. Paris. Maisonneuve et Larose, 1967.

et, parmi les techniques économes du sol, les moins coûteuses en travail et en capital, qui sont tous deux ici des denrées rares. Pour ces raisons, il nous semble qu'il faut faire de la colonisation planifiée lourde l'exception et non la règle ; on a pu penser longtemps que cette attitude était le fruit d'une vieille méfiance de l'école géographique française, l'effet d'un « ruralisme » excessif ; on constate aujourd'hui que ces vues sont partagées par des experts anglo-saxons de la colonisation planifiée, comme R. CHAMBERS (1).

(1) Communication de R. CHAMBERS, à la première Conférence Africaine sur la Population, Accra, décembre 1971 : *Settlement schemes and population absorption*, 10 p. *multigr.* L'auteur dit notamment : « Settlement projects... should be very carefully appraised before they are launched... In general the simpler, more spontaneous forms of settlement are to be preferred. They are less committing to governments, and they more readily mobilise the labour of the settlers. They cost less and lead generally to greater production in relation to government investment » (pp. 6-7).

On pourra sans doute nous reprocher une attitude trop peu volontariste, une excessive tendance à laisser agir la nature. On pourra aussi considérer que cette manière de voir conduit à remettre à plus tard la solution de problèmes délicats. Ainsi, l'immigration spontanée entraînant une occupation anarchique de l'espace, une utilisation plus rationnelle du sol obligera sans doute à des réformes foncières délicates. Mais, d'autre part, l'expérience prouve abondamment qu'une répartition foncière dite « rationnelle », en fait non conforme aux usages admis par les colons et surtout à leurs modes de culture réels, provoque une mauvaise utilisation du sol quand elle ne conduit pas au refus de toute culture. On ne peut guère sauter d'étapes dans le processus d'intensification progressive de l'agriculture ; on peut toutefois les abréger par une politique avisée. Celle-ci suppose une connaissance fine des sociétés rurales et des points critiques de leur évolution ; les géographes, spécialistes des rapports de l'homme et de l'espace et des rapports des hommes entre eux, pourraient trouver là d'intéressantes perspectives de recherche.

BIBLIOGRAPHIE

I. ETUDES GÉNÉRALES

- DEMANGEON (A.), 1932. — Pionniers et fronts de colonisation. Paris. *Annales de Géographie* : 632-635.
- GALLAIS (J.), 1961. — Problèmes de mise en valeur des montagnes tropicales et subtropicales. I - Les montagnes tropicales : généralités, exemples africains, asiatiques et Andes Sèches. Paris. CDU, 125 p.
- GÖTTMANN (J.), 1966. — Essais sur l'aménagement de l'espace habité. Paris. La Haye. Mouton, 350 p.
- GOUROU (P.), 1971. — Leçons de géographie tropicale. Paris. Mouton, 324 p.
- MONBEIG (P.), 1961. — Estado actual de las franjas pioneras. Mendoza. Boletim de Estudos Geograficos : 1-12.
- MONBEIG (P.), 1966. — Les franges pionnières in *Géographie Générale*. Encyclopédie de la Pléiade, XX, Paris. Gallimard : 974-1006.
- RAISON (J.P.), 1968. — La colonisation des Terres Neuves intertropicales, Paris. *Étude Rurales* n° 31 : 5-112.
- SORRE (M.), 1955. — Les migrations des peuples, Paris, Flammarion, 266 p.

II. AFRIQUE

- BA (Cheick), 1964. — Un type de conquête pionnière en Haute-Casamance : Medina-Gonasse, Paris. Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, 271 p. dactylo.
- BALANDIER (G.), 1963. — Sociologie actuelle de l'Afrique Noire. Paris. PUF. 2^e éd., 532 p.

- BARBIER (J.C.), 1971. — Les villages pionniers de l'opération Yabassi-Bafang. Aspects sociologiques de l'émigration bamiléké en zone de forêt dans le département du Nkam (Cameroun). Yaoundé. ORSTOM, 303 p. *multigr.*
- BATTISTINI (R.), FRÈRE (S.) 1958. — Population et économie paysanne du Bas-Mangoky. Paris, ORSTOM.
- BERNUS (E.), 1971. — Les relations éleveurs-agriculteurs dans le Sahel nigérien. in *Colloque sur les rapports agriculteurs-éleveurs en Amérique Latine et en Afrique Tropicale*. Paris : 36-40, *multigr.*
- BOULET (J.), 1966. — Etude de zones d'accueil dans 6 cantons au Sud de Mokolo. Yaoundé, ORSTOM, 42 p. *multigr.*
- BOULET (J.), 1967. — Etude de zones d'accueil dans 6 cantons de l'arrondissement de Mora. Yaoundé, ORSTOM, 47 p. *multigr.*
- BOUTRAIS (J.), 1968. — Aspects géographiques de l'installation des montagnards en plaine au Nord Cameroun. Rapport préliminaire. Yaoundé, ORSTOM, 113 p. *multigr.*
- BOUTRAIS (J.), 1970. — La colonisation des plaines par les montagnards au Nord du Cameroun (Monts Mandara). Paris, ORSTOM, 343 p. *multigr.*
- CANTRELLE (P.), 1971. — Etude de cas : population et ressources dans une zone du Sénégal. Accra. First African Population Conference, 21 p. *multigr.*
- CHAMPAUD (J.), 1971. — Atlas régional Ouest 2 (Cameroun). Paris, ORSTOM, 192 p. *multigr.* + 10 cartes.
- CHEVASSU (J.), 1971. — Effets d'un investissement massif dans une région sous-développée et sous-peuplée : San Pedro. Abidjan, ORSTOM, 109 p. *multigr.*

- COTTEN (A.M.), s. d. — La région de Sofara. D.E.S., Paris.
- DELENNE (M.), 1969. — Méthodologie pour les études de terroirs en Terres Neuves. Paris, *Cah. ORSTOM, Sér. Sci. Hum.*, vol. VI-3 : 29-72.
- DELENNE (M.), 1970. — Deux terroirs dans les Terres Neuves du Moyen-Ouest malgache, Fialofa et Ampahimanga. Paris, *Etudes Rurales*, n° 37-38-39 : 410-448.
- DELPECH (B.), 1968. — Scissions lignagères par émigration en pays sérér (Sénégal). L'exemple de Ngohe-Mbayard (Baol). Communication à la 6^e conférence biennale de l'Association Scientifique de l'Ouest Africain. Dakar, ORSTOM, 12 p.
- DESCHAMPS (M.), 1959. — Les migrations intérieures à Madagascar. Paris. L'Homme d'Outre-Mer, Berger-Levrault, n° 1, 284 p.
- DIZIAIN (R.), 1953. — Les facteurs de l'expansion Bamiléké au Cameroun. Paris, *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, n° 235-236, mai-juin : 117-126.
- DOUMENGE (F.) et BATTISTINI (R.), 1966. — La mise en valeur du delta du Mangoky. Bordeaux, *Cahiers d'Outre-Mer*, XIX-74 : 144-173.
- DUBOIS (J.P.), 1971. — L'émigration des Serer vers la zone arachidière orientale. Contribution à l'étude de la colonisation agricole des Terres Neuves au Sénégal. Dakar, ORSTOM mai, 204 p. *multigr.*
- DUCHEMIN (J.P.) et TROUCHAUD (J.P.), 1967. — République de Côte d'Ivoire. Evaluation de la population en 1965 par unités administratives. Abidjan, ORSTOM, 32 p.
- DUPIRE (M.), 1960. — Planteurs autochtones et étrangers en Basse Côte d'Ivoire orientale. Abidjan. *Etudes Eburnéennes*, VIII : 7-237.
- ENJALBERT (H.), 1956. — Paysans noirs : les Kabré du Nord Togo. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, IX-34 : 137-180.
- ETIENNE (P.), 1971. — Les Baoulé face aux rapports de salariat. Paris, *Cah. ORSTOM, Sér. Sci. Hum.*, VIII-3 : 235-242.
- ETIENNE (P. et M.), 1968. — L'émigration baoulé actuelle. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, XXI, avril-juin : 155-195.
- FAUBLÉE (J.), 1954. — La cohésion des sociétés Bara. Paris, PUF, 158 p.
- FRÉCHOU (H.), 1955. — Les plantations européennes en Côte d'Ivoire. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, VIII-29 : 56-83.
- FROELICH (J.C.), 1968. — Les montagnards paléonigritiques. Paris. Berger-Levrault, 267 p.
- GALLAIS (J.), 1967. — Le delta intérieur du Niger. Etude de géographie régionale. Dakar, IFAN, 2 t., 621 p.
- GALLAIS (J.), 1972. — Essai sur la situation actuelle des relations entre pasteurs et paysans dans le Sahel Ouest Africain. in *Etudes de Géographie Tropicale* offertes à Pierre GOUROU. Paris, La Haye, Mouton : 301-313.
- GOUROU (P.), 1953. — La densité de population au Ruanda Urundi. Bruxelles, Institut Royal Colonial Belge, Collection des Mémoires in 8° de la Section des Sciences Naturelles et Médicinales, t. XXI, 239 p.
- GOUROU (P.), 1954. — Les Kikuyu et la crise mau-mau. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, VII-28 : 317-341.
- GOUROU (P.), 1955. — Le plan des arachides. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, VIII-30 : 105-118.
- GOUROU (P.), 1956. — Milieu local et colonisation réunionnaise sur les Hauts-Plateaux de la Sakay, centre Ouest de Madagascar. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, IX-33 : 36-57.
- GUILLOT (B.), 1967. — Le pays Bandzabi au nord de Mayoko et les déplacements récents de population provoqués par l'axe Comilog. Paris, *Cah. ORSTOM, Sér. Sci. Hum.*, IV-3-4 : 37-56.
- HAERINGER (P.), 1967. — L'économie rurale dans la région de Mouyondzi. in « Quinze ans de travaux de recherches dans les pays du Niari ». 6. Etudes socio-économiques. Paris, ORSTOM, Ministère de la Coopération : 245-293.
- HAERINGER (P.), 1968. — L'observation rétrospective appliquée à l'étude des migrations africaines. Paris, *Cah. ORSTOM, Sér. Sci. Hum.*, V-2 : 3-22.
- HALLAIRE (A.), 1965. — Les monts du Mandara au Nord de Mokolo et la plaine de Mora. Etude géographique régionale. Yaoundé, ORSTOM, 98 p. *multigr.*
- HALLAIRE (A.), 1970. — Des montagnards en bordure de plaine : Hodogway (Cameroun du Nord). Paris. *Etudes Rurales*, n° 37-38-39 : 212-231.
- HALLAIRE (A.) et BARRAL (H.), 1967. — Atlas régional Mandara-Logone. Commentaires. Cartes. Yaoundé, ORSTOM, 66 p. *multigr.*, 5 cartes.
- HURAULT (J.), 1965. — Les principaux types de peuplement du Sud-Est du Dahomey. Paris. *Etudes de Photo-Interprétation*. IGN. - 2-80 p.
- IZARD-HÉRITIER (F.) et IZARD (M.), 1959. — Les Mossi du Yatenga. Bordeaux. ISHA, 184 p. *multigr.*
- KOHLER (J.M.), 1968. — Activités agricoles et transformations socio-économiques dans une région de l'Ouest Mossi. Paris, ORSTOM, 258 p. *multigr.*
- LACOMBE (B.), 1969. — Mobilité et migration. Quelques résultats de l'enquête du Sine-Saloum, Sénégal. Dakar, ORSTOM. Août. 47 p. *multigr.*
- LAMY (B.) et ROUX (J.C.), 1969. — Essai de présentation méthodologique pour une étude sur la différenciation rurale dans l'arrondissement de Paos-Koto. Dakar, ORSTOM. Juillet. 29 p. *multigr.*
- LAMY (B.) et ROUX (J.C.), 1969. — Espace et société traditionnelle en zone rurale de colonisation. Etude de géographie régionale. Dakar, ORSTOM. Octobre. 183 p. *multigr.*
- LAVONDÈS (H.) et OTTINO (P.), 1961. — Problèmes humains dans la région de la Sakay. Tananarive, ORSTOM-IRSM, 154 p. + 69 p. annexes *multigr.*
- LE MOAL (G.), 1960. — Un aspect de l'émigration : la fixation de Voltaïques au Ghana. Dakar, Bulletin IFAN, B. n° 3-4 : 446-455.
- LUCIEN-BRUN (B.), 1967. — Réflexions sur un cas typique de colonisation des Terres Neuves : celle des Kabré et des Losso au Togo. Paris, *Bulletin de Liaison Sciences Humaines*. ORSTOM. Avril. n° 8 : 7-20.
- MARCHAL (J.Y.), 1967. — Contribution à l'étude historique du Vakinankaratra. Evolution du peuplement dans la cuvette d'Ambohimambola, sous-préfecture de Betafo. Tananarive, *Bulletin de Madagascar*. Mars. XVII-250 : 241-280.
- MARCHAL (J.Y.), 1968. — Antanety-Ambohidava, terroir du Moyen-Ouest malgache. Tananarive. *Madagascar, Revue de Géographie*, n° 13 : 87-156.
- MARCHAL (J.Y.), 1969. — La colonisation agricole du Moyen-Ouest malgache. Etude géographique de la petite région d'Ambohimambola (sous-préfecture de Betafo). Paris, 218 p. dactylo.

- MARCHAL (J.Y.), 1970. — Un exemple de colonisation agricole à Madagascar. Antanety-Ambobidava, sous-préfecture de Betafo. Paris. *Etudes Rurales*, n° 37-38-39 : 397-409.
- MARCHAL (J.Y.), 1971. — Les colons mossi à l'Office du Niger. Ouagadougou, ORSTOM, 169 p. dactylo.
- MARCHAL (J.Y.), 1972. — Etude géographique de la plaine de Bemarivo (Belo-sur-Tsiribihina). in « Contributions à l'étude géographique de l'Ouest malgache ». Paris. *Travaux et Documents de l'ORSTOM* : 7-79.
- MARTIN (J.Y.), s.d. — Etude de zones d'accueil dans 4 cantons au nord de Mokolo. Yaoundé, ORSTOM, 24 p. *multigr.*
- MICHOTTE (J.), 1968. — Mouvements migratoires et développement économique dans la zone dense à l'Ouest de Bouaké. Abidjan, ORSTOM, Sciences Humaines, 1-9, 76 p. *multigr.*
- MOLET (L.), 1956. — Les populations de l'Ankaizina (Centre Nord de Madagascar). Paris, *Annales de Géographie*, n° 352 : 418-436.
- MOLET (L.), 1959. — L'expansion tsimihety. Modalités et motivations des migrations intérieures d'un groupe ethnique du nord de Madagascar. Tananarive, *Mémoires de l'IRSM*, C. t. V. : 1-196.
- OTTINO (P.), 1963. — Les économies paysannes malgaches du Bas-Mangoky. Paris. L'Homme d'Outre-Mer. Berger-Levrault, 375 p.
- OTTINO (P.), 1964. — Les implications techniques et sociales d'une révolution agricole : le cas de la Sakay. Paris, *Cah. ISEA*, janvier : 135-197.
- OTTINO (P.), 1965. — Notables et paysans sans terre de l'Anony (lac Alaotra). Tananarive. *Bulletin de Madagascar*, janvier, XV : 19-63.
- PANOFKY (H.E.), 1961. — Main d'œuvre migrante au sud du Sahara : IX. Les conséquences des migrations de travailleurs sur le bien-être économique du Ghana et de la République de Haute-Volta. Abidjan. CCTA : 313-323.
- PAULME (D.), 1957. — Des riziculteurs africains : les Baga. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, X-38 : 257-278.
- PAUVERT (J.C.), 1960. — Migration et éducation. Dakar, *Bulletin IFAN*, B. XXII, 3-4 : 467-475.
- PAUVERT (J.C.), 1965. — Migrations et droit foncier au Togo. Paris, *Cah. ISEA*. Philosophie, Sciences Sociales, Economie, 116 : 69-89.
- PÉHAUT (J.Y.) et ROUAMBA (T.P.), 1957. — La vallée du Sourou. Problèmes humains. Bordeaux. ISEA, *multigr.*
- PÉLISSIER (P.), 1951. — L'arachide au Sénégal. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, IV-15 : 1-22.
- PÉLISSIER (P.), 1962-1963. — Les pays du Bas Ouémé. Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Dakar. 1963. 174 p. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, XV-XVI, 59, 60, 61.
- PÉLISSIER (P.), 1966. — Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance. Saint-Yrieix. Fabrigue, 940 p.
- PETIT (M.), 1965. — Où en sont les aménagements de la Sakay ? Tananarive. *Madagascar, Revue de Géographie*, n° 6 : 61-86.
- PODLEWSKI (A.), 1961-1962. — Enquête sur l'émigration des Mafa hors du pays Matakam. *Recherches et Etudes Camerounaises*, n° 5 : 73-96.
- PONTÉ (G.), 1970. — Les Guiziga du Cameroun septentrional. L'organisation traditionnelle et les formes de contestation. ORSTOM, Paris, 332 p. *multigr.*
- PORTAIS (M.), 1972. — Les cultures commerciales dans un milieu géographique original : la cuvette d'Andapa. Tananarive. ORSTOM, 42 p. *multigr.*
- RAISON (J.P.), 1968. — Mouvement et commerce des bovins dans la région de Mandoto-Moyen-Ouest de Madagascar. Tananarive. *Madagascar, Revue de Géographie*, n° 12. 7-58.
- RAISON (J.P.), 1971. — Carte et notice « Migrations intérieures ». Tananarive. Atlas de Madagascar, planche n° 30.
- RAISON (J.P.), 1971. — Conditions et conséquences de l'intensification de l'agriculture sur les Hautes malgaches. Accra. First African Population Conference. Décembre, 20 p. *multigr.*
- RAISON (J.P.), 1972. — Immigration in the Sakay district. in « Population Growth and Economic Development in Africa ». S.H. Ominde et C.N. Ejioge eds. Nairobi. Heinemann : 198-213.
- RAULIN (H.), 1957. — Mission d'études des groupements immigrés en Côte d'Ivoire. Problèmes fonciers dans les régions de Gagnoa et Daloa. ORSTOM, 139 p. *multigr.*
- RÉMY (G.), 1968. — Les mouvements de population sur la rive gauche de la Volta Rouge (région de Nobéré). Paris, *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, V-2 : 45-66.
- RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, 1962-1964. — Etude régionale de de Bouaké. Paris, COGIPA. I. Le peuplement, 239 p. Document 5 : Essai de monographie d'un village de forêt : Kouakoubroukro, 172 p.
- RICHARD (J.) et SCHWARTZ (A.), 1970. — Inventaire ethnogéographique du peuplement du Sud-Ouest Ivoirien. Abidjan, ORSTOM, 132 p. *multigr.*
- ROCH (J.), 1968. — Eléments d'analyse du système agricole en milieu wolof mouride. L'exemple de Darou Rahmane II (Baol, Sénégal). Dakar, ORSTOM, 56 p. *multigr.*
- ROCHETEAU (G.), 1970. — Pionniers mourides au Sénégal : changement technique et transformations d'une économie paysanne. Dakar, ORSTOM, 80 p. *multigr* + annexes.
- ROCHETEAU (G.), 1971. — Modernisation de l'agriculture, occupation du sol et préférence pour la culture d'autoconsommation dans le bassin arachidier sénégalais. Accra. First African Population Conference, décembre 7 p. *multigr.*
- ROUCH (J.), 1956. — Migrations au Ghana, enquête 1953-1955. Paris. *Journal de la Société des Africanistes*, XXVI : 33-196.
- ROUCH (J.), 1960. — Problèmes relatifs à l'étude des migrations traditionnelles et des migrations actuelles en Afrique occidentale. Dakar. *Bulletin IFAN*, série B. XXII : 369-378.
- ROUGERIE (G.), 1957. — Le pays agni du Sud-Est de la Côte d'Ivoire forestière. Abidjan. *Etudes éburnéennes*, VI : 7-211.
- ROY (G.), 1963. — Etude sur les migrations intérieures de population à Madagascar. Tananarive. ORSTOM, 177 p. *multigr.*
- ROY (G.), 1966. — La Société Malgache d'Aménagement de la Sakay (SOMASAK). Bilan de 4 années d'actions. Tananarive. ORSTOM, 182 p. *multigr.*
- ROY (G.), 1966. — Réflexions et documents sur le problème de la création de structures d'accueil dans l'Ouest de Madagascar. Tananarive. ORSTOM, 187 p. *multigr.*
- SAUTTER (G.), 1966. — De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement. République du Congo. République gabonaise. Paris, La Haye. Mouton. 2 vol., 1102 p.

- SAVONNET (G.), 1962. — La colonisation du pays Koulango (Haute Côte d'Ivoire) par les Lobi. Bordeaux. *Cah. d'Outre-Mer*, XV-57 : 25-46.
- SAVONNET (G.), 1970. — Pina, étude d'un terroir de front pionnier en pays dagari. Paris. ORSTOM—Mouton. *Atlas des structures agraires*, IV, 64 p.
- SCHWARTZ (A.), 1970. — Le peuplement de la zone de Fresco. Présentation ethno-sociologique. ORSTOM—SODEPALM, 28 p. *multigr.*
- SEDAGRI s.d. — Rapport de mission dans l'Est Mono. République du Togo, 3^e éd. I. 113 p., II. 8 p. *multigr.*
- SILVESTRE (V.), 1971. — Les paysannats du Rwanda. Conditions de réussite de l'opération. Paris. *Mémoire EPHE*, 206 p. *multigr.*
- TARA (V.), 1966. — La Sakay. Essai de bilan. Paris. BDPA, I, 120 p., II, 132 p. *multigr.*
- TROUCHAUD (J.P.), 1965. — Contribution à l'étude géographique de Madagascar. La basse plaine du Mangoky. Paris. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, II-3, 94 p.
- TROUCHAUD (J.P.), 1968. — Essai de division régionale en Côte d'Ivoire. Abidjan. ORSTOM. Ministère du Plan, 152 p. *multigr.*
- VENNETIER (P.), 1963. — La Société industrielle et commerciale du Niari : SIAN, Congo-Brazzaville. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, XVI-61 : 43-80.
- VENNETIER (P.), 1965. — Au Congo-Brazzaville : Auberville en 1965. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, XVIII-71 : 314-317.
- ZAHAN (D.), 1956. — Aspects sociaux des communautés d'immigrants de l'Office du Niger, in « Aspects sociaux de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique au Sud du Sahara ». Paris, UNESCO : 113-115.
- ZAHAN (D.), 1963. — Problèmes sociaux posés par la transplantation des Mossi sur les terres irriguées de l'Office du Niger, in « African Agrarian Systems ». D. Biebuyck éd. Londres, Oxford University Press : 392-403.
- DOLLFUS (O.), 1965. — Le Pérou. Introduction géographique à l'étude du développement. Université de Strasbourg, 254 p. *multigr.*
- DOLLFUS (O.), 1967. — Observations sur quelques contrats agricoles au Pérou, in « Les problèmes agraires des Amériques latines ». Paris, C.N.R.S. : 355-362.
- ENJALBERT (H.), 1967. — Réforme agraire et production agricole au Mexique, in « Les problèmes agraires des Amériques latines ». Paris, C.N.R.S. : 699-729.
- ENJALBERT (H.), 1971. — Le peuplement du Mexique. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, janvier-mars n° 93 : 5-15.
- GAINARD (R.), 1967. — Origine et évolution de la petite propriété paysanne de la Pampa sèche argentine, in « Les problèmes agraires des Amériques latines ». Paris, C.N.R.S. : 215-240.
- GAINARD (R.), 1968. — La faillite de l'expérience de colonisation agricole des « Pieds-Noirs » en Argentine. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, XXI : 308-317.
- GAINARD (R.), 1968. — Sous-développement et déséquilibres régionaux au Paraguay. Rio de Janeiro. *Revista Geografica*, décembre n° 69 : 29-74.
- GAINARD (R.), 1969. — Le Paraguay. Paris. Notes et Etudes documentaires.
- GAINARD (R.), 1969. — Au Paraguay : conquête de l'espace et colonisation rurale. 210 p. dactylo, à paraître.
- MONBEIG (P.), 1951. — Les structures agraires dans la frange pionnière de São Paulo. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, IV-I : 1-22.
- MONBEIG (P.), 1952. — Pionniers et planteurs de São Paulo. Paris, A. Colin, 376 p.
- MONBEIG (P.), 1957. — Questions de géographie agraire en Bolivie. Paris, *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, n° 263-267 : 20-28.
- PÉBAYLE (R.), 1967. — La vie rurale dans la Campanha rio-grandense. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer* octobre-décembre : 345-366.
- PÉBAYLE (R.), 1967. — Géographie rurale des nouvelles colonies du Haut Uruguay, Rio Grande do Sul, Brasil. Paris, *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, n° 350-351 : 15-34.
- PÉBAYLE (R.), 1970. — Le centre du plateau rio-grandense : une région en mutation. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, XXIII-90 : 175-201.
- PÉBAYLE (R.), 1971. — Evolution récente des rapports entre éleveurs et agriculteurs au Brésil, in « Les rapports agriculteurs-éleveurs en Amérique latine et en Afrique tropicale ». Paris, Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine : 3-16 *multigr.*
- PROST (G.), 1967. — Dans le Nord-Est du Brésil : les pionniers du Cariris dans la Borborema semi-aride. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, octobre-décembre XX-80 : 367-393.
- PROST (G.), 1968. — Dans le Nord du Brésil : l'Agreste d'Esperança. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, XXI-81 : 80-102.
- REVEL-MOUROZ (J.), 1972. — Mexique. Aménagement et colonisation du tropique humide. Paris, I.H.E.A.L. Mémoire n° 27, 269 p.
- ROCHE (J.), 1954. — Les migrations rurales dans le Rio Grande do Sul. Paris, *Annales ESC*, IX-4 : 481-504.

III. AMÉRIQUE

- BRISSEAU (J.), 1970. — Le rôle du Cuzco dans la colonisation de la « ceja de montaña » et de la « montaña ». R.C.P. 147 : « Villes et régions en Amérique latine ». Paris, cahiers n° 1.
- COLLIN-DELAUVAUD (C.), 1967. — Les conséquences sociales de la modernisation de l'agriculture dans les haciendas de la côte Nord du Pérou, in « Les problèmes agraires des Amériques Latines ». Paris, C.N.R.S. : 363-383.
- COLLIN-DELAUVAUD (C.), 1968. — Les régions côtières du Pérou septentrional. Lima, Institut Français d'Etudes Andines, 600 p.
- DEFONTAINES (P.), 1949. — La colonisation des basses terres du Parana et Rio de la Plata. Compte-rendus du Congrès International de Géographie. Lisbonne, t. 4, sect. 5 : 149-167.
- DENIS (Y.), 1968. — L'oasis de San Rafaël : un exemple de mise en valeur récente dans le piémont des Andes du Cuyo. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, octobre-décembre XXI-92 : 337-380.
- DOLLFUS (O.), 1965. — Colonisation et développement agricole du Piémont amazonien du Pérou. Paris, *Acta Geographica*, n° 57 : 5-8.

- ROCHE (J.), 1958. — As bases físicas e a ocupação do sol no Rio Grande do Sul. São Paulo, *Boletim Paulista de Geografia*, n° 28 : 37-70.
- ROCHE (J.), 1959 a. — La colonisation allemande et le Rio Grande do Sul. Paris, Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine, XVI, 701 p.
- ROCHE (J.), 1959 b. — L'agriculture des colons allemands dans le Rio Grande do Sul. Paris, *Annales de Géographie*, LVIII, n° 367 : 224-237.
- ROCHE (J.), 1965. — Quelques aspects de la colonisation allemande en Espirito Santo. *Caravelle. Cahiers du Monde hispanique et Luso-brésilien* : 121-152.
- ROCHE (J.), 1968. — A colonização alema no Espirito Santo. São Paulo.
- TRICART (J.), 1961. — Problèmes de mise en valeur des montagnes tropicales et subtropicales. II - Problèmes de développement dans les Andes Vénézuéliennes. Paris, CDU, 93 p.
- IV. ASIE
- BLANADET (R.), 1968. — Païlin : pays des pierres précieuses. Thèse de 3^e cycle. Paris. 337 p. *multigr.*
- BLANADET (R.), 1970. — Païlin : une région du Cambodge en voie de mutation. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, XXIII-92 : 353-378.
- BLANADET (R.), 1971. — Andoek-Hep, ou le destin d'un front pionnier au Cambodge. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, avril-juin XXIV-94 : 186-208.
- DELVERT (J.), 1961. — Le paysan cambodgien. Paris. Imprimerie Nationale, 740 p.
- DELVERT (J.), 1968. — Note sur la « Plaine de Bangkok » et la zone pionnière de Zanchanaburi (Thaïlande). Paris, *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, janvier-mars n° 359-360 : 2-11.
- GOUROU (P.), 1936. — Les paysans du delta tonkinois. Etude de géographie humaine. Editions d'Art et d'Histoire. Publications de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. Paris. Réimpr. Mouton. 666 p. + 1 vol. de planches.
- GOUROU (P.), 1940. — L'utilisation du sol en Indochine française. Paris. Centre d'Etudes de Politique Etrangère. Hartmann. 466 p.
- LAINÉ (J.P.), 1971. — L'aménagement hydraulique de la plaine centrale thaïlandaise. Thèse 3^e cycle. Paris, 259 p. *multigr.*
- POURTIER (R.), 1971. — Les Chinois du Cambodge littoral. Bordeaux, *Cah. d'Outre-Mer*, janvier-mars 45-72.